

# le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

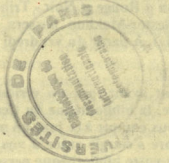
adhérente à l'I.F.A.

N°722 JEUDI 20 OCTOBRE 1988 10,00 F

## FONCTION PUBLIQUE :

Infirmières, postiers,

cheminots, enseignants...



## LA BRÈCHE ?



### ALGÉRIE

Une jeunesse désespérée, une économie en faillite, l'avenir de l'Algérie est plutôt sombre.

PAGE 6

### POLOGNE

« En cas de grève, Walesa pourra rester, mais il ira avec les autres, comme un simple électricien ».

PAGE 7

### CAMBODGE

300 000 Cambodgiens otages de la raison d'Etat à la frontière khméro-thaïlandaise.

PAGE 8

# AUSTERITÉ !

F°P 2520

## communiqués éditions

## • TOULON

Le groupe région toulonnaise tiendra un stand le samedi 22 et le dimanche 23 octobre au « Forum des associations », Parc des expositions de Sainte-Musse, à Toulon (entrée libre).

## • SAINT-ETIENNE

Les permanences du groupe Nestor-Makhno se tiennent désormais le premier jeudi de chaque mois à partir de 18 h 30, salle 15 bis, CNT-AIT/LP, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

## • SAINT-ETIENNE

L'émission « Rouge et Noir - Tribune libertaire », animée par le groupe Nestor-Makhno passera sur les ondes de Radio-Dio (89.6 MHz), à partir du vendredi 28 octobre à 13 heures.

## • LILLE

Se voulant avant tout un véritable service de documentation anarchiste, la bibliothèque du Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux compte à ce jour un millier de titres. Ses rayons peuvent encore s'élargir grâce à vos dons... Alors n'hésitez pas ! Socialisez votre bibliothèque personnelle en la confiant au Centre culturel libertaire, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille !

## • REIMS

Le groupe de Reims de la Fédération anarchiste vient de se créer. Pour le contacter, écrivez aux Relations intérieures qui transmettront votre message.

## • CHARTRES

Le groupe libertaire Georges-Cochon de Chartres tient une permanence mensuelle le deuxième mercredi de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h 30, au Cercle des sociétés, 6, rue Noël-Parfait, à Chartres.

## • MONTARGIS

Les libertaires intéressés par la propagande anarchiste sur l'est du Loiret peuvent contacter la liaison FA de Montargis par l'intermédiaire des Relations intérieures qui transmettront.

## • LILLE

La « Voix sans maître », émission du groupe Benoît-Brouchoux, a lieu tous les vendredis de 19 h 30 à 21 h sur Radio-Campus (91.4 MHz). Au programme : Algérie, le 21 octobre ; Kanaky, le 28 octobre ; éthique scientifique et éducation, le 4 novembre ; Louis Lecoin, le 11 novembre. D'autre part, les camarades investis dans le domaine pédagogique (GFEN, ICEM, etc.) ou dans le syndicalisme enseignant (à la CFDT notamment) peuvent contacter le groupe Benoît-Brouchoux pour échange d'informations (FA, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille, tél. : 20.47.62.65).

## • AUBENAS

Le groupe d'Aubenas de la Fédération anarchiste organise, le mardi 10 novembre 1988, à 21 h, au cinéma « Le Navire » une grande soirée. Au programme : musique chilienne, avec Fernando et Pierre ; projection du film de B. Baissat, « Aux quatre coins du Canard » ; débats, table de presse. Nous ne nous quitterons pas sans trinquer ensemble, entrée 40 F (boissons comprises).

## • EVRY

Une liaison est en création sur Evry. Les libertaires d'Evry et de la région peuvent entrer en contact avec la liaison en écrivant aux Relations intérieures qui transmettront.

## • AFFICHE

Le groupe Carlo-Cafiero a édité une affiche en quatre couleurs (noir, rouge, vert, brun), format 44 x 32 cm. Elle est disponible à la librairie du Monde libertaire (on peut la commander). Prix : 0,60 F au-dessus de 50 exemplaires ; 1 F de 10 à 50 exemplaires ; et 5 F pour moins de 10 exemplaires.



## éditions

## AUTOCOLLANTS

Deux autocollants « Anarchie » et « Anarchisme » imprimés en deux couleurs (rouge et noir) sont disponibles aux prix de : 2 F l'unité, 1 F de 10 à 50 exemplaires et 0,50 F à partir de 50 exemplaires (plus les frais de port). Deux autocollants « Louise Michel » et « Humeurs Noires » sont disponibles (en noir et mauve) aux prix de : 1 F l'unité, 0,80 F de 10 à 50 exemplaires et 0,50 F à partir de 50 exemplaires (plus les frais de port). Vous pouvez vous les procurer à la librairie du Monde libertaire et auprès du groupe « Humeurs Noires », BP 79, 59370 Mons-en-Barœul (chèque à l'ordre d'ALDIR).

## Souscription

Sous les pavés... un livre. Les émissions « Femmes libres », « Chronique du lundi », « Blues en liberté », « Chronique syndicale » de Radio-Libertaire, le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste fêtent les 20 ans de Mai 68 en allant à la rencontre de quelques-uns et quelques-unes de ces anonymes qui ont été les véritables « acteurs » et « actrices » de Mai 68. Les témoignages de nos rencontres seront publiés à l'automne prochain. Pour nous aider à les faire paraître, nous lançons une souscription de 50 F minimum. Les chèques sont à libeller à l'ordre de H. Lenoir et à adresser à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

## Cycle de cours sur l'anarchisme

La Commission propagande des Relations intérieures organise une série de cours sur l'anarchisme. Ceux-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions.

- le 25 octobre : « Le mouvement anarchiste en France », ses origines, ses développements, la situation actuelle ;
  - le 1<sup>er</sup> novembre : « Fondements économiques d'une société égalitaire », la lutte contre le capitalisme et toute forme de privilèges ;
  - le 8 novembre : « Le fédéralisme libertaire », une autre manière de s'organiser dans la liberté ;
  - le 15 novembre : « La question de l'Etat », conceptions anarchistes et conceptions marxistes ;
  - le 22 novembre : « L'anarchisme et le monde du travail », méthodes d'intervention et pratiques libertaires de l'action directe ;
  - le 29 novembre : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires », l'anarchisme à l'épreuve de l'histoire ;
  - le 6 décembre : « Comment lutter et s'organiser aujourd'hui ? », l'action au quotidien.
- Ces cours auront lieu le mardi à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18<sup>e</sup> (métro Blanche).

Fédération anarchiste

## • AFFICHE

Les groupes de Toulouse et de Perpignan viennent d'éditer une affiche sur la Kanaky. Celle-ci est en vente à la librairie du Monde libertaire (affiche 40 x 60, impression noire sur papier blanc). Prix de vente : au-dessus de 10 exemplaires, 5 F l'unité ; au-dessous de 10 exemplaires, 1 F l'unité.

## KANAKY



FEDERATION ANARCHISTE

## Editions du Monde libertaire

Les éditions du Monde libertaire viennent de faire paraître deux ouvrages :

- « Œuvres choisies », Camilo Berneri ;
- « Sous les plis du drapeau noir », le tome II des souvenirs de Maurice Joyeux.

Vous pouvez les acheter ou les commander à la librairie du Monde libertaire au prix unitaire de 120 F.

## • BANDE DESSINÉE

Quelques exemplaires de la bande dessinée consacrée à B. Brouchoux sont encore disponibles au Centre culturel libertaire de Lille (20 F + 11 F de port). Idem pour le numéro 1 de « Pistes » consacré à l'éducation (25 F + 11 F de port) et l'interview de Maurice Joyeux (87 F les deux cassettes, port compris). Pour toute commande : CCL, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille.

## • AFFICHE

La Fédération anarchiste vient de faire paraître une nouvelle affiche sur la campagne pour une répartition égalitaire des richesses. Elle est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 1 F l'exemplaire.

## TRAVAILLEURS, CHÔMEURS, PRECAIRES

## LUTTONS

- POUR GARANTIR A CHACUN L'ACCÈS AU logement, à la santé, à la culture, à un revenu décent.
- POUR UNE RÉPARTITION « égalitaire » des richesses.

FEDERATION ANARCHISTE  
145, rue Amelot, Paris-11<sup>e</sup>. Tél. 48.05.34.08.

## • « CONTRE VENTS ET MARÉES »

Le journal « Contre Vents et Marées » n° 52 d'octobre 1988 vient de paraître. Il est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 5 F.



Abonnez vous !

## LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1 48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

## BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....  
Adresse.....  
Code postal..... Ville.....  
A partir du n°..... (inclus) Pays.....

Abonnement de soutien  
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin  
Pour tout changement d'adresse,  
joindre la dernière bande de routage.

## sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Social : La lutte des infirmières, Editorial — PAGE 4, Social : L'université en crise, La Fonction publique en grève, En bref — PAGE 5, Société : La police tue, Nîmes, Milices patronales, Humeur — PAGE 6, Répression : Le procès de Pantxo, Algérie : une révolte apparemment soudaine, « Burn, baby, burn ! » — PAGE 7, Dans le monde : Yougoslavie, Pologne — PAGE 8, Dans le monde : Cambodge : les réfugiés otages de la raison d'Etat — PAGE 9, Informations internationales : Communiqué, Espagne : élections syndicales à SEAT — PAGE 10, Dans le monde : Tahiti, la conspiration du silence — PAGE 11, Expressions : Spectacles, Note de lecture, Forum, Cinéma, Programmes de Radio-Libertaire — PAGE 12, Economie : Le congrès du FMI à Berlin, Une matraque nommée FMI.

## Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amelot, 75011 Paris (M<sup>o</sup> République)  
Tél : (16.1) 48.05.34.08

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication : Maurice Joyeux  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

## INFIRMIÈRES

## La grève de la colère !

LES infirmières continuent d'occuper la scène sociale. A l'image de leurs collègues britanniques, les infirmières s'inscrivent durablement dans la grève reconductible. Cela fait bien trop longtemps qu'elles se taisent, en âmes dévouées, se sacrifiant au prochain. Ça suffit, et elles le disent haut et fort.

L'hôpital est malade et elles se chargent d'en secouer le carcan pour, elles, respirer. Elles posent des revendications salariales, mais pas seulement : elles veulent autant avancer sur leurs conditions de travail, donc les effectifs, et sur la formation initiale et continue, mais aussi sur leur place dans l'équipe hospitalière.

## L'austérité

L'hôpital a connu une période d'expansion, avec la construction de structures hospitalières, l'élargissement de son champ d'action, notamment dû à des modifications démographiques, technologiques, mais aussi de mentalités, s'accompagnant alors de créations de postes. Mais la rigueur, puis l'austérité, vinrent régner en maîtres absolus à partir de 1979, puis de 1983, sur tout le secteur sanitaire. Au mépris de la qualité des soins pour tous, la Santé doit devenir rentable et l'hôpital doit être conduit comme une entreprise. Les loups des grands groupes financiers l'ont compris, comme la Lyonnaise des Eaux, Bouygues ou la Générale de Restauration, qui investissent des milliards dans le secteur de la Santé. Ils s'engouffrent déjà dans toutes les activités non directement soignantes (hôtellerie, restauration, entretien, buanderie, jardinage...), tout en continuant à prélever de solides bénéfices dans les industries pharmaceutiques et biomécaniques.

En agitant l'épouvantail du « déficit » de la Sécurité sociale, les gouvernements imposent que les sommes consacrées à la Santé ne dépendent plus des besoins, mais de la situation économique. La Santé n'avait pas de prix ! Dès Bérégovoy, elle avait un coût.

Pour diminuer les « coûts de production », toujours les mêmes recettes : augmentation de la productivité du personnel et du matériel. Ainsi, flexibilité accrue des horaires et des plannings de travail, instauration de cercles de qualité, privatisation des services dits non

rentables, rivalisent avec l'ouverture de maisons d'accueil spécialisées (MAS) et de maisons d'accueil pour personnes âgées (MAPA), avec du personnel très peu qualifié (1), ou l'informatisation et l'utilisation de technologies de pointe.



A l'heure où il est est révélé que le nombre de personnel au chevet du malade est plus faible en France que dans la plupart des pays occidentaux (2), on estime à 20 000 le nombre de postes d'agents statutaires supprimés auxquels il faut ajouter un nombre important d'emplois auxiliaires, aujourd'hui disparus (3).

Aussi, le mécontentement peut-il se nourrir d'effectifs largement insuffisants, de structures inadéquates, d'une hiérarchie médicale inamovible, ne permettant pas aux infirmières de jouer leur fonction « technique, relationnelle et éducative » (4).

Les infirmières, mais aussi tous les personnels hospitaliers, ont encaissé les multiples attaques sur leurs conditions de travail, sur leurs salaires, mais aussi leur dignité de professionnel. Et quand le citron fut complètement pressé — c'est-à-dire quand tous les redéploiements de postes sont réalisés et qu'on commence à grignoter sur l'emploi ou quand cela fait 15 ans qu'aucune revalorisation salariale n'est opérée — quand trop c'est trop, alors c'est l'explosion catégorielle : défensive sur les acquis, comme les manipulateurs-radio qui, en 1984, luttèrent pour conserver des congés

supplémentaires en compensation à l'exposition aux rayons ionisants, puis offensive comme les secrétaires médicales, en 1985, qui revendiquent le cadre B. En ordre dispersé, d'autres luttes sont menées dans les hôpitaux généraux en psychiatrie

aucun niveau pour l'accès aux écoles, et en pleine mobilisation des infirmières anesthésistes, mais aussi au moment où les décrets d'application du titre IV (Fonction publique hospitalière) se préparent au ministère, les infirmières reçoivent leur appel à l'élargissement et y répondent de plus en plus nombreuses. La coordination pouvait naître d'abord parisienne puis nationale, à partir d'une plate-forme revendicative qu'elle défendra jusqu'au bout, mais dans laquelle les infirmières des autres secteurs se retrouvent : celles qui travaillent à l'Education nationale, aux PTT, dans les collectivités territoriales ou à Air France.

Bon nombre de questions se posent quant au succès de cette coordination, à cette montée rapide et surtout extrêmement massive.

## Corporatisme...

Les organisations syndicales ont non seulement failli quant au « grain à moudre », mais elles n'ont pas plus pris en compte les aspirations des salariés à vouloir être dignement reconnus. Alors c'est le catégoriel, voire le corporatisme, qui se réveille. Pas le corporatisme de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qui avait amené à la constitution de fédérations d'industries, ni bien entendu le corporatisme vertical des phalanges fascistes espagnoles. Non, simplement, mais avec tous les dangers que ça représente, un sentiment qu'il faut s'unir pour défendre sa profession, et comme les organisations syndicales ne présentent que sectarisme, division et récupération, il vaut mieux se coordonner dans sa catégorie sans se préoccuper des autres. Mais les « autres » personnels vont eux aussi se mobiliser et s'imposer.

Les Versaillais — CFDT, FO, CGC et CFTC qui appelaient à la Porte-de-Versailles l'après-midi du 13 octobre — n'ont pas fait recette. Leur manifestation, à l'écart de celle de la coordination est apparue contre le mouvement exceptionnel des infirmières : non pas à côté de la coordination, mais contre les infirmières en grève. Comme si la

contre les conséquences des budgets d'austérité. Peu à peu, le terrain offensif reprend le dessus. L'heure des coordinations a sonné.

## Les coordinations

La coordination nationale des infirmières anesthésistes s'est constituée, il y a un an, sur la base de revendications d'un haut niveau en matière salariale et de formation. Ce fut un véritable tournant quant à la volonté de mener des grèves dures, quant à celle aussi de rassembler toutes, syndiquées et non syndiquées, et quant à celle d'élargir le mouvement aux infirmières spécialisées ou non. Ce fut aussi un modèle d'organisation que les infirmières et, à leur tour, les aides-soignantes et les agents hospitaliers reprennent d'emblée, tout comme à présent les kinés et les ergothérapeutes ou les médico-techniques.

A partir d'un malheureux décret de décembre 1987, qui n'exige

leçon du mouvement étudiant de 1986 ne leur avait pas suffi.

La CGT, quant à elle, surfe avec le mouvement, cherchant à la récupérer, une fois de plus, surtout qu'elle se fait tirer les oreilles par le comité central du PCF (qui la juge trop timorée par rapport à la coordination), mais elle n'est pas seule sur ce terrain-là : la FGAF (5), absolument pas implantée dans le secteur hospitalier, commence ses avances. Les velléités de recomposition syndicale ne sont pas mortes. L'UNASIF (6), après avoir viré son bureau national, essaie de reprendre sa place dans le mouvement.

Et malgré tout cela, les infirmières, les personnels des hôpitaux et des cliniques ont réussi à établir un rapport de forces sans précédent. Quelle belle leçon aux centrales syndicales ! Mais, au-delà, quel exemple pour tous les autres salariés !

L. N.  
(Gr. Pierre-Besnard)

(1) Les MAS et les MAPA sont des structures moins coûteuses que l'hôpital psychiatrique, le centre de rééducation, ou la maison de retraite : les nouveaux mouroirs, les nouveaux asiles.

(2) Pallié, du syndicat des cadres hospitaliers.

(3) Le Monde du 2 juillet 1988.

(4) Décret définissant le champ de compétence des infirmières (1984).

(5) FGAF.

(6) UNASIF : Union nationale des associations et des syndicats d'infirmiers et infirmières français.

## Maintenant ou jamais !

« Je ne négocierai qu'avec les organisations syndicales », répondait Claude Evin il y a dix jours à la coordination nationale des infirmières. Aujourd'hui, c'est Mitterrand lui-même qui la reçoit. Il aura fallu plus de 100 000 personnes dans la rue, jeudi 13 octobre, pour qu'enfin le gouvernement s'inquiète de l'extension du mouvement à d'autres catégories professionnelles de la Santé, voire de la Fonction publique, et qu'il propose alors quelques augmentations aux personnels infirmiers psychiatriques seulement !

Diviser pour mieux régner, la formule s'applique une fois encore, et c'est celui qui criera le plus fort qui obtiendra quelques miettes : les infirmières se voient proposer ainsi une augmentation de 500 à 1 000 F selon l'ancienneté, des aides-soignantes, quant à elles, devraient se contenter d'une accession à un grade supérieur, l'aide-soignante principale (soit 500 F de plus par mois, et encore seulement 15% des aides-soignantes en bénéficieraient). Les autres catégories de la Santé devront attendre : pour l'instant rien, les fonctionnaires de même.

C'est pourquoi l'assemblée générale de la coordination nationale infirmière réunie au Panthéon (1), samedi 15 octobre, a décidé de reconduction de la grève « jusqu'à obtention de toutes les revendications ». Les aides-soignantes les imiteront. Pour les autres catégories professionnelles de la Santé, la grève continue. Dans les hôpitaux psychiatriques, ce sont tous les personnels qui luttent depuis dix jours.

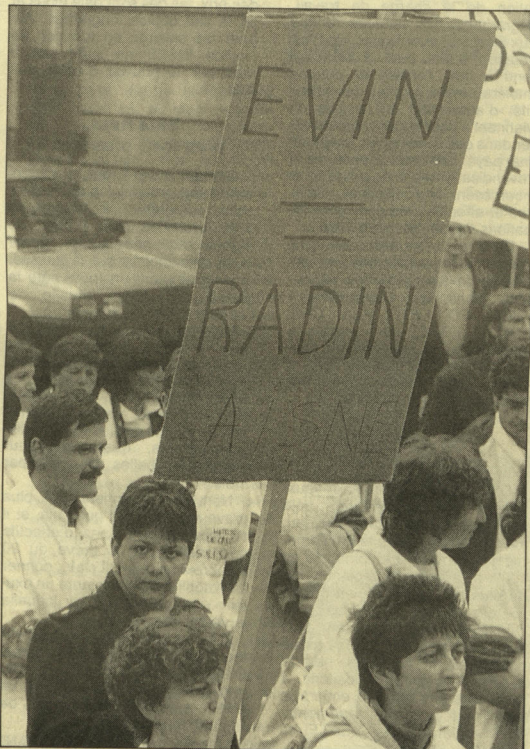
Dans la Fonction publique, la colère monte. Ira-t-elle jusqu'à une extension des grèves dans tout le secteur Santé et public ? L'avenir nous le dira. Il est certain qu'à la seule condition d'une extension des grèves nous obtiendrons tous satisfaction.

Alain SERINGUE

## Editorial

QUELLE différence y a-t-il entre le Fonds monétaire international et l'Etat algérien ? A priori tout les oppose, si ce n'est que l'un et l'autre tapent où ça fait mal. A la caisse pour le premier, dans les tripes pour le second. Dans tous les cas, il y aura des morts ! Le FMI, invention des pays nantis dont nous sommes, a, pour résumer, la charge de veiller aux équilibres économiques mondiaux, de prêter des sous aux pays qui en manquent, de bien faire attention à ce que ces indémodables indigènes qui ne pensent qu'à rigoler ne le gaspillent pas à faire la fête, et surtout de récupérer leurs billes le plus vite possible, intérêts et principal. Noble tâche, ça c'est bien sûr. On ne compte plus désormais les tonnes de salades qui poussent dans le Sahara et les tomates du désert de Gobi. C'est bien connu, nous adorons la salade. Les petits enfants au ventre ballonné, aux cuisses aussi épaisses que des tenailles, aux grands yeux dévorés par les mouches, aiment ça aussi peut-être ? Les technocrates se sont-ils posés la question ? Trêve d'ironie amère. La politique du FMI fait crever de faim des populations entières. Ce qui est bon pour le tiers monde doit forcément être meilleur pour nous. Sinon quel intérêt pour le capitalisme ?

Et les luttes sociales de la semaine dans tout ça ? Les chemins, les infirmières, les postiers, etc., montrent que tous les conflits, qu'ils soient planétaires ou microcosmiques ne peuvent, à l'heure actuelle, se résoudre que par des conflits. La lutte engagée par les salariés de la Fonction publique, même si elle doit être relativisée, au regard de ceux pour lesquels un bol de riz quotidien constitue quotidiennement un luxe, prouve s'il était nécessaire que la lutte chez nous reste encore le moyen le moins égocentrique de nous sentir responsables de la famine.



## UNIVERSITÉ

## Nouveau lifting universitaire

**D**ÉCIDÉES en juin 1988 par le gouvernement, les premières « mesures d'urgence » en faveur de l'enseignement supérieur se chiffrent à 50 millions de francs et concernent les bibliothèques et les œuvres sociales.

## Le budget 1989

Le 22 septembre 1988, M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, annonce son projet de budget pour 1989. Par une augmentation de, seulement, « 6% en francs constants » (1), ce projet prouve la volonté gouvernementale de poursuivre une politique de « ravalement de façade ».

Les budgets sociaux n'ont jamais été très élevés, ils ont souffert de la rigueur dès 1982, puis du retour de la droite, et maintenant les petites augmentations consenties par la « gauche » prennent des proportions sans rapport avec la réalité. Les difficultés de l'enseignement supérieur remontent très loin dans le temps. L'ensemble des locaux universitaires a peu changé en vingt ans (par exemple, il n'y a eu aucune construction de résidence universitaire depuis 1971), mais le nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur a triplé pour atteindre

1 200 000 personnes. Actuellement, la quasi-totalité des formations traditionnelles sont surchargées, les travaux dirigés (TD) se transforment en cours magistraux, des inscriptions sont refusées par manque de place, le système des bourses d'étude est inadéquat aux besoins, les locaux se dégradent, la liste des problèmes s'allonge de jour en jour...

Jospin doit gérer une crise de l'enseignement avec le minimum d'argent et le maximum de rentabilité politique et économique. Pour cela, il fait appel aux collectivités territoriales. Les recteurs d'académies (une trentaine) vont devoir dresser un état des lieux, ainsi que des propositions concernant l'harmonisation des formations du secondaire et du supérieur (soit, avant et après le bac). Ce bilan doit être réalisé pour février 1989 et en relation avec « toutes les parties concernées » (2).

Dans un deuxième temps, avant juin 1989, le ministre devrait mettre en place des contrats de développement, en quatre ans, avec les établissements d'enseignement supérieur. Par manque d'argent (sic), le gouvernement n'envisagerait des contrats qu'avec « six ou sept régions » (3); d'après d'autres sources, il n'y aurait actuellement

deux régions concernées : le Nord-Pas-de-Calais (Lille I, II, III, Valenciennes) et la Bretagne (Rennes I, II, Brest).

Il n'est pas question d'une loi de programmation, mais d'une gestion planifiée des établissements, avec une participation accrue des notables politiques et patronaux (voies militaires) des régions. Ce qui prolonge l'accroissement des responsabilités accordées aux conseils d'administration des universités (relisez votre exemplaire du best-seller de 1986, Devaquet était-il un visionnaire?) et la nécessité de trouver des subventions extérieures pour améliorer ou créer des formations de pointe (coûtées et avec peu d'étudiants) qui, le plus souvent, ne correspondent pas à des diplômes nationaux.

Les crédits seront évalués selon les résultats, mais lesquels? De quelle rentabilité sera-t-il question? L'autofinancement et le sponsoring seront-ils nécessaires? Le ministère ne se préoccupe que de l'aspect quantitatif: le nombre de diplômés délivrés doit être élevé. La qualité et la pédagogie des formations seront jugées par les résultats aux examens. Ce qui est complètement illogique car des formations de pointe

(magistères, par exemple) disposent de dix à cent fois plus de crédits par étudiant que des formations traditionnelles. Cela revient à faire rouler deux motos en ne donnant de l'essence qu'à une seule: il est évident que c'est celle-ci qui va gagner, ensuite on enverra l'autre à la casse où on la démontera complètement pour, soi-disant, lui donner plus de chance de réussir.

## La « casse » de l'université

En fait, aujourd'hui, le gouvernement poursuit sa « casse » de l'université en voulant substituer complètement à la vocation culturelle (acquisition de connaissances) une logique de formation performante pour les bassins d'emploi régionaux, formation payée par l'ensemble des citoyens pour le bénéfice exclusif du patronat (et aussi de l'armée dans le cas de la recherche).

On nous annonce aussi la création d'un « organe léger », un « observatoire de la vie étudiante », à la charge du Centre national des œuvres universitaires et sociales (CNOUS) (4). Ceci est déjà le rôle du CNOUS, alors pourquoi créer une instance consultative supplémentaire? Est-ce la preuve que le CNOUS fonctionne mal? Quels changements cela préfigure-t-il pour les œuvres sociales?

Les gouvernements successifs laissent pourrir la situation des formations traditionnelles (sciences humaines, droit, lettres, économie, etc.) pour financer des formations plus rentables (peu de places, sélections sur dossiers, crédits importants, matériels adaptés, stages, etc.) en relation étroite avec les emplois existant à proximité. Ces formations des années 80 s'appellent magistères (super-diplômes uni-

versitaires, 15 nouveautés cette année), Maîtrises de science et technique (10 nouvelles MST), Sections de techniciens supérieurs (160 nouvelles classes, elles se développeront fortement pour accueillir les bacheliers professionnels). N'oublions pas les formations en Instituts universitaires de technologie (31 nouveaux départements d'IUT depuis 1986), les étudiants doivent s'inquiéter de la possibilité de création d'une troisième année; celle-ci serait consacrée à un stage, mais seulement un tiers des étudiants de deuxième année pourrait y accéder (un projet avait été évoqué l'année dernière).

Si les diplômés de ces formations ont plus de chance de trouver un emploi, il ne faut pas oublier que la sélection sociale a lieu avant l'accès à l'enseignement supérieur. La condition sociale et économique des parents influence énormément les études, ceci dès le primaire, et on se retrouve dans le supérieur avec une prédominance d'enfants de classes moyennes et privilégiées. Ce qui remet en cause totalement le système d'aides financières accordées aux étudiants (le gouvernement annonce pour 1989 des bourses d'étude allant de 463,32 F à 1 603,80 F par mois, mais payées en trois fois).

La sélection ayant lieu avant le supérieur et les bourses étant insuffisantes, les étudiants doivent se pencher sur les possibilités d'amélioration du système des œuvres sociales.

LAURENT  
(Gr. Flores-Magón)

- (1) Le Monde de l'Éducation, octobre 1988, page 12.  
(2) Le Monde, samedi 1<sup>er</sup> octobre 1988, page 14.  
(3) Idem.  
(4) Idem.

## FONCTION PUBLIQUE

## Le 20 octobre, pour casser !

**T**OUT le monde savait que la plupart des négociations salariales dans la Fonction publique seraient difficiles cette année, à la fois parce que le mécontentement grandit dans les différents secteurs et que les syndicats sont bien obligés d'en tenir compte, et parce que le gouvernement a réaffirmé sa volonté de maintenir la rigueur pour ses salariés.

Mais les salariés de la Fonction publique savent aussi maintenant qu'il peut y avoir des exceptions. Les infirmières obtiendront nettement plus, officiellement parce que cette profession a été délaissée depuis trop longtemps, en réalité parce qu'elle est engagée dans une démonstration de force sans précédent. Alors pourquoi pas les autres?

## Une dégradation considérable

Toutes les études publiées récemment l'ont montré : les fonctionnaires sont les principales victimes de la rigueur salariale. Les

entreprises privées ont, pour la plupart, retrouvé une santé financière qu'elles n'avaient pas vue depuis longtemps, et elles en ont profité pour lâcher du lest sur les salaires, afin de prévenir la montée de la grogne que tout le monde perçoit.

Dans la Fonction publique, le problème des salaires n'est pas le seul sujet de mécontentement. Les ponctions effectuées sur les effectifs depuis 1983 ont contribué largement à dégrader la situation, et à aggraver la tension sur les salaires. La dégradation des conditions de travail consécutive aux suppressions d'emplois (augmentation de la charge de travail, dégradation des services rendus aux usagers) suscite une réaction double : d'une part la situation tend à être considérée comme intolérable sur le plan des effectifs, d'autre part les agents en viennent à penser que pour travailler dans ces conditions c'est plutôt mal payé. Les deux aspects de la revendication se conjuguent et se nourrissent mutuellement. Salaires et effectifs : les deux revendications sont intimement liées.

Dans cette situation, on comprend mal la position des six fédérations de fonctionnaires regroupées dans la « Convergence » (CFDT, FO, CFTC, FEN, CFE-CGC et FGAC) qui consiste à revendiquer le maintien du pouvoir d'achat pour tous sur 1988 et 1989. Cette position pose plusieurs problèmes de taille.

## Des syndicats pas à la hauteur

D'abord, et cela saute aux yeux, face à une augmentation déjà acquise en 1988 de 2% en niveau, avec la certitude que le gouvernement proposera au moins 2% en 1989, cela revient à réclamer 1% de plus pour se situer au niveau du glissement prévu des prix. Dérisoire ! Demander en plus quelques miettes pour les basses catégories ne masque pas la misère de ces revendications, à l'heure où des secteurs entiers se mobilisent pour des augmentations uniformes de 1 500 F ou 2 000 F.

Ensuite, cela revient à admettre qu'on passe l'éponge sur les pertes du pouvoir d'achat enregistrées au cours des années précédentes. Et on sait aussi que le glissement réel des prix dépasse largement les résultats des calculs de l'INSEE. Il en est ainsi de la flambée des prix du logement, particulièrement sur la région parisienne, que l'indice des prix ne prend pas en compte à sa juste valeur : moins de 10%, alors qu'un salarié moyen dépense déjà le tiers de son salaire pour se (mal) loger, en banlieue le plus souvent.

Lorsqu'on discute de l'évolution des salaires conjointement à celle des prix, les dés sont déjà pipés et on le sait depuis longtemps. Aligner les salaires en fonction de l'indice INSEE ne suffit pas à maintenir le pouvoir d'achat des salariés.

## Plus haut, plus fort, plus loin !

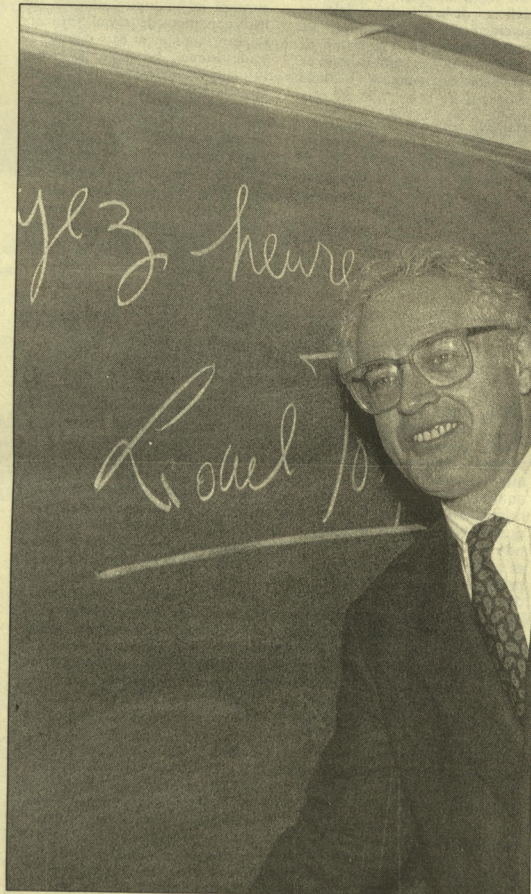
Sentant malgré tout le mécontentement grandir, les six fédérations s'approprient à trouver de bons prétextes pour refuser de signer, sans pour autant réviser leurs revendications à la hausse, et programment en toute hâte la journée de grève rituelle de l'automne pour le 20 octobre.

Faire grève pour 1%? Vous n'y pensez pas ! Alors que les bureaux de poste parisiens voient monter la mobilisation dans des proportions jamais vues depuis bien longtemps, vous n'imaginez tout de même pas, messieurs les bureaucrates, que c'est pour gagner 50 balles de plus par mois?

Non, le contentieux est plus grave et plus lourd que cela, et il englobe les créations d'effectifs nécessaires. Cette grève du 20 octobre a un objectif clair : donner à la mobilisation montante un exutoire, une date-butoir sur laquelle la vague doit se briser.

Il arrive que les flots emportent les digues les mieux construites. Dépasser le 20 octobre pour aller vers une grève reconductible, tel doit être l'objectif des salariés de la Fonction publique.

LEGRAND



« Soyez heureux en classe », souhaite Lionel Jospin.

## en bref...en bref...

## • MANIFESTATION.

Le collectif « Solidarité-Egalité-Liberté » de Nantes appelle à une manifestation anti-Le Pen le samedi 22 octobre à 17 h 30, à partir de la place du Commerce, à Nantes. Le groupe FA appelle ses sympathisants à y participer.

## • COLLOQUE.

Justice et police face au racisme, c'est le sujet du colloque organisé vendredi 21 et samedi 22 octobre 1988 à l'École nationale de la magistrature, 8, rue Chamoinesse, à Paris (métro Cité). On y trouvera le MRAP, le SAF (Syndicat des avocats de France), des syndicats des secteurs judiciaires et pénitentiaires, et même des syndicats de police ! Le débat sera animé par Bernard Langlois, Richard Michel et un journaliste de La Croix.

## RÉPRESSION SYNDICALE

## Milices patronales

**F**IN juillet dernier, quelques images à la télévision ont montré des hommes armés de fusils qui tiraient sur les manifestants investissant l'imprimerie Didier à Massy, dans la banlieue parisienne. L'impact de ces photos, qui ont fait la une de pas mal de journaux, a retourné l'opinion publique. D'agresseurs du « marché libre », les travailleurs du Livre devenaient des victimes d'un patronat rétrograde et fascisant.

Ce qu'a cru découvrir le public français existe malheureusement depuis longtemps dans le mouvement ouvrier. Quand le patronat veut se débarrasser de ceux qui entravent la bonne marche de ses profits, il n'hésite pas à utiliser tous les moyens.

L'exemple de plus caractéristique a peut-être été, au début du siècle, la campagne contre les Industrial Workers of the World (IWW) aux Etats-Unis, où de nom-

breux militants étaient tués par balle dans leur lit...

Nous n'en sommes peut-être pas encore là dans la France de 1988, mais certains « indices » montrent que la volonté patronale de créer ses propres milices existe toujours bel et bien.

## Les milices patronales

Le cas du conflit de l'imprimerie Jean-Didier à réouvert ce dossier, et pourtant, jusqu'à ce jour, justice et gouvernement semblent laisser s'enterrer l'affaire. Pourtant les preuves existaient bien de l'embauche de nervis à travers diverses sociétés de « protection », même des levées d'érou et un laisser-passer pour l'Elysée du temps de Giscard... On se rappelle, en 1979, pendant la marche des sidérurgistes lorrains, les sociétés de vigiles opérant en parallèle avec les groupes autonomes, et le policier en civil intercepté alors qu'il voulait « casser du flic »... Des

blanchisseries de Grenelle à Peugeot, en passant par les fromageries d'Isigny et Sauer (Seine-et-Marne), des commandos armés tirent sur les travailleurs.

Ce qui gêne peut-être le gouvernement, et plus précisément le ministre de l'Intérieur, c'est qu'on retrouve souvent autour de ces commandos des officines, des agents de l'Etat, en train de faire des « heures supplémentaires ».

Milices privées, vigiles, sociétés spécialisées, tout cela forme des troupes de choc pour défendre les intérêts de ceux qui les emploient, que ce soit dans un centre commercial, dans un grand magasin ou dans une entreprise occupée.

Comme l'avait fait remarquer la CGT, dans une conférence de presse, en juillet dernier : « les travailleurs doivent pouvoir défendre leurs intérêts, émettre des revendications, s'organiser syndicalement, user du droit de grève en dehors d'un état de terreur institutionnalisée. Les pouvoirs publics ont le devoir d'intervenir pour interdire de tels procédés ».

La justice, quand on l'interpelle sur ce sujet, invoque un « vide juridique ». Le droit de grève est reconnu, mais la répression anti-syndicale et l'usage de sociétés, dites « de protection », rien n'est prévu contre !

Au début du siècle, aux Etats-Unis, la compagnie Pinkerton (1)

ne se préoccupait pas de vide juridique quand elle assassinait les syndicalistes révolutionnaires des IWW. Le patronat américain invoquait la liberté, Dieu, la « race blanche » et déclarait hors-la-loi ceux qui refusaient celle du capital. L'Europe de 1993 reconnaîtra-t-elle le droit de grève, ou le silence actuel des pouvoirs publics doit-il laisser entendre que la grève pourrait relever du Code pénal ?

THIERRY  
(Gr. Pierre-Besnard)

(1) Agence de détectives, spécialisée dans la répression des militants ouvriers et le brisage de grève.

## POLICE

## Bavure à Noisy-le-Sec

**S**AMEDI soir, 21 heures, le 8 octobre, une R 21 (GTD) sillonne un quart d'heure durant la cité la Renardière à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis) à son bord une femme blonde d'une trentaine d'années. Brusquement, elle s'arrête à la hauteur de Malek, Akim et Nacer, l'insulte raciste à la bouche. Pris de colère, Malek la gifle, celle-ci remonte dans son véhicule non sans proférer la menace selon laquelle elle reviendra avec des rafales.

Effectivement, passées quelques minutes, la femme réapparaît suivie d'une voiture occupée par quatre hommes « cherchant ostensiblement la bagarre », narre Akim. L'un d'eux se déclare être de la police. Le ton monte, les éclats de voix attirent aux fenêtres les habitants de la cité, nombreux à cette heure.

Parmi les spectateurs, Malika Moulai, 14 ans. L'homme sort une arme, la brandit et tire, atteignant mortellement Malika en plein

visage. Sans connaître la portée de son geste, il abaisse son arme et tire délibérément sur Malek. Celui-ci ne doit sa survie qu'à la promptitude de sa réaction. Sans son esquisse, Malek aurait connu le même sort que Malika.

La femme et les quatre hommes remontent précipitamment en voiture et disparaissent. Peu de temps après, des jeunes de la cité remarquent une R 21 semblable à celle de la femme non loin de la Renardière. Ils relèvent le numéro d'immatriculation et le transmettent au commissariat. Deux témoins du drame, Akim et Nacer, se présentent, dès le lendemain matin, au commissariat de Noisy, lequel les aiguille sur le « siège départemental des polices urbaines », à Bobigny.

Là, l'ignominie et l'absurde joints continuent à battre leur plein. Akim et Nacer, de témoins et victimes, sont mis au rang d'accusés. Une pluie d'injures s'abat sur eux. Ils resteront 24

heures en détention, menottes aux poings, isolés l'un de l'autre.

Ce n'est que le lendemain matin, qu'ils apprennent le ressort de l'affaire en découvrant l'identité du tueur, André Lafarge, policier à la préfecture de Paris ! Dans les locaux de l'IGS (la police des polices), ils seront confrontés au flingueur et à la mystérieuse femme blonde. Les policiers présentent une version cousue de fil blanc. D'après ceux-ci, leur collègue se serait rendu à la Renardière suite à un vol de mobylette, ce dernier nie farouchement avoir tiré sur Malek, reconnaissant uniquement avoir tiré en l'air en guise de coup de semonce.

Aujourd'hui, le policier Lafarge est inculpé d'homicide « involontaire », la cité quant à elle se mobilise pour faire toute la lumière sur cette sombre machination, mais ici encore les faits parlent d'eux-mêmes et l'ignoble se passe de commentaires.

Adèle HODAC

## HUMEUR

## Mon individualisme

En plaisantant avec les copains, j'ai coutume de me définir ainsi : « Je suis anarcho-syndicaliste au travail, communiste libertaire à la Fédération anarchiste et individualiste quand on "m'emmerde". Je suis donc pour la synthèse » !

Mais, à vrai dire, j'opte volontiers pour un « socialisme individualiste ». Il s'agit bien de « mon individualisme », qui n'est pas « anti-sociale » ; ce dernier n'étant qu'accidentel chez moi. Il se déclare chaque fois que la société ou mon entourage se montre anti-individualiste, comme c'est toujours le cas dans la société autoritaire. Non ! cela ne me fait pas « bander » le kolkhoze fleuri avec les goroux à la clé !

Je revendique la liberté et, heureusement, je ne suis pas tout seul. Je spécifie bien la liberté positive non pas la liberté métaphysique, illusoire, des géants de 1789 qui n'ont su se débarrasser de la religiosité. On ne peut leur reprocher, ils furent récupérés par la bourgeoisie. Liberté mystique vers laquelle beaucoup de jeunes compagnons, et de moins jeunes, lorgnent désespérément !

Loin de moi l'anti-étatisme des bourgeois, des petits commerçants qui se dressent devant la note de leur déclaration d'impôts. Je répudie aussi l'individualisme de leurs confrères, les patrons, qui rechignent à recevoir l'inspecteur du travail. Il y a individualisme et individualisme ! Et l'individualisme conséquent revendique la liberté dans la justice.

Avec la commémoration de 1789, on va en parler de la liberté, avec un vieux fond de religiosité ou de marxisme-léninisme (pléonasmisme !), mais malheureusement pas de liberté positive !

Le socialisme que je qualifie d'individualiste signifie que tous les hommes trouvent leurs moyens d'existence par le travail ou bénéficient d'un revenu social, sans lequel le mot liberté n'est que fantaisie ! C'est la tâche devant laquelle les tenants de la société bourgeoise ont fait faillite. On peut le dire avec assurance à voir le spectacle des sans-emplois chez nous et à travers le monde.

Et le pire, c'est que les héritiers de 1789 se prétendent soucieux de la liberté de l'individu. La Constitution de 1947 reconnaît le droit au travail ou à un revenu pour tous les citoyens.

La liberté mystique comme idée court pourtant, mais c'est une liberté positive qu'il nous faut. Elle n'est ni latente ni immanente. Elle est à créer, et une fois créée elle est susceptible de disparaître. C'est un combat quotidien. Le rocher de Sisyphe en est le meilleur exemple. Il faut toujours le repousser et sans cesse être vigilant. C'est cela être responsable, dans l'état actuel de nos connaissances sociologiques, techniques, matérielles, etc.

Les anarchistes bien sûr, alliés avec les individualistes à notre façon, peuvent prétendre s'ils le veulent, par une propagande intelligente, acquérir un grand nombre de militants. Le marxisme c'est fini !

Dire comment créer la liberté, comment la protéger et lui donner une réalité c'est maintenant, plus qu'hier, encore possible. Ce qu'il faut, c'est l'organisation rationnelle du mouvement libertaire pour que les hommes puissent avoir l'espoir de recevoir un jour les satisfactions du ventre, du cœur et de l'intelligence ; c'est-à-dire que la société devienne la chose de l'individu et non pas que l'individu soit la chose de la société.

La question sociale est une question de raisonnement et nullement de fatalité économique ; beaucoup de choses s'arrangeraient avec un peu de jugeote. Nous avons abouti, en France, à une société où tout le monde « s'emmerde », bourgeois et ouvriers compris. La télévision est interclassiste, l'ennui aussi. Tous sur la même longueur d'onde ! La gestion directe y mettrait peut-être un peu de sel. Il vaut mieux lutter pour de belles choses que pour une société parfaitement dégueulasse !

Et on se met à rêver ! Avec la télévision, si les socialistes « voulaient », autrement dit s'ils étaient socialistes, on pourrait entreprendre pratiquement l'éducation du peuple. Education devant précéder l'œuvre de rénovation économique en prouvant à chacun et à tous que la société ne doit pas reposer sur la contradiction des classes, mais sur la communauté des intérêts individuels, dans l'intérêt social (1).

Enfin le maximum d'individualisme dans la liberté devenue possible.

Paulo CHENARD

(1) On ne parle que de l'intérêt national. Le nationalisme mène à tout sauf à l'anarchie, encore moins à l'individualisme.

## NÎMES

## Eaux, rage !

**P**OUR décrire ce qui s'est passé ici, les mots ne suffisent pas. Alors, je me taisais. Les médias ont tout montré à tous, alors à quoi bon ? Non, moi ce que je veux exprimer ici, c'est la colère et la haine qu'une population sous le choc sent monter.

Colère contre les urbanistes délinquants construisant des boulevards sur des torrents, qui rejettent dès qu'un orage violent éclate. Colère contre les promoteurs imbeciles détournant des cours d'eau de leur lit pour mieux vendre des terrains instables à prix d'or.

Colère contre les municipalités successives remettant toujours à plus tard les travaux de collinisation, laissant la ville à l'état de cuvette naturelle.

Haine contre les commerçants vendant à une population paniquée des baguettes de pain à 15 F ou des tranches de jambon à 100 F. Haine contre les assureurs rapaces qui pinaillent et font traîner en longueur les expertises visant à rembourser les quelques 45 000 sinistrés. Haine contre les quelques pilars éventrant les magasins et les voitures déjà défoncés. Haine enfin contre les notables locaux réglant leurs comptes sur fond de polémique. C'est à qui d'entre eux est le plus coupable de ne pas avoir su ou ne pas avoir fait... Beurk !

Heureusement pour nous, Mitterrand s'est déplacé jusqu'ici pour

déclarer à la presse avide de scoops : « Nîmes a eu un malheur ». Qui l'aurait cru ?

Mais si cette ville s'en sort, croyez-le, c'est parce que de suite l'entraide s'est manifestée. Spontanément, des gens ont offert leur toit aux plus infortunés. D'autres ont distribué des vêtements aux plus démunis. Et des livreurs improvisés se manifestaient avec leurs véhicules pour ravitailler les quartiers encore isolés. Sans parler des lycéens

offrant leurs bras aux secouristes. Et de tous les autres, enfin.

Ici, la population s'est organisée sur les bases de l'entraide et de la fraternité. Sans Etat, sans patrons, et sans l'aide du « bon Dieu ». Alors, que ceux qui pensent qu'il n'y a pas d'avenir pour nos idéaux s'écartent pour laisser passer les autres...

DANIEL  
(Liaison FA de Nîmes)



## ALGÉRIE

## Une révolte apparemment soudaine...

L'ALGÉRIE a été à feu et à sang durant plusieurs jours. Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, il faut connaître la situation d'un pays où la crise et la jeunesse ne font pas bon ménage.

L'Algérie est un pays de pénuries (sucre, café, semoule, thé, riz, etc.), de marché noir (cigarettes américaines, pièces détachées pour automobiles, magnétoscopes, réfrigérateurs, ciment, etc.) et de son corollaire le trafic. Cette situation est ancienne, liée aux politiques d'importation de l'Etat, privilégiant

les biens industriels par rapport aux biens ménagers, et à la vétusté et l'archaïsme des réseaux de distribution.

L'importation des produits alimentaires est planifiée par des bureaucrates année par année, et la distribution assurée par l'Etat. Or, à tous les niveaux, les rouages grippent, et il n'est pas rare de voir arriver une cargaison dont le stockage et la distribution ne répondent qu'aux contraintes techniques de l'entreprise nationale de distribution, et non aux besoins de la population.

L'année 1988 a été marquée par l'augmentation des pénuries de produits de première nécessité, la semoule plus particulièrement. Rien de plus surréaliste que de comparer les grandes surfaces algériennes et les petits commerçants. Les unes sont envahies par les boîtes de conserve inutiles (jus de fruit, confitures, etc.), les secondes par de l'épicerie fine hors de portée des familles ouvrières algériennes.

## La semoule hors de prix

Pour compléter le tout, dans leur volonté de redynamiser la production privée, les produits maraîchers sont vendus directement par les paysans. Bien entendu, un certain nombre d'intermédiaires interviennent entre le producteur et le consommateur, faisant des fruits et légumes des produits chers. La viande, elle, coûte plus de 100 francs le kilo.

La vie est chère, et il est difficile aujourd'hui de trouver ce que l'on veut. De plus, le pays a un taux de chômage officiel extrêmement important : 17% de la population active. Mais l'inscription à l'ANPE locale n'est pas obligatoire, ce qui rend l'estimation du chiffre réel difficile. D'autre part, rien ne permet de dire que le chômage n'augmentera pas. Au contraire, avec l'arrivée croissante de jeunes sur le marché du travail et le licenciement de salariés pour cause de rentabilité économique, il devrait s'accroître...

Pour compléter ce tableau, les prix augmentent, mais pas les salaires. Avec l'application d'un statut général du travailleur définissant à la fois la qualification, le salaire et les règles de travail... toute augmentation dépend du gouvernement et ce dernier n'a rien lâché depuis 1985. Toute négociation devra se faire au sommet de l'Etat entre le syndicat unique, l'UGTA et le gouvernement.

## Un malaise social

Avant les révoltes de la semaine dernière, l'Algérie avait été traversée de mouvements de grève, et surtout un mot d'ordre de grève générale avait été lancé — le premier depuis l'indépendance ! Les révoltes sont intervenues dans un climat social dégradé.

## PROCÈS

## Pantxoa : 4 ans de taule

LES juges de la cour d'appel de Pau n'ont pas fait de quartier : ils ont condamné à 4 ans de prison Pantxoa Angevin. Il avait, dans la nuit du 4 au 5 mars 1987, réchauffé à l'aide de deux cocktails Molotov la maison de l'inspecteur Bonachera, responsable de l'expulsion de son copain Luis, Basque du sud et jouant dans le même groupe de rock abertzale que Pantxoa : KGB.

Après une première condamnation en première instance, le 29 mars 1988, à 4 ans de prison, et la relaxe de Xan et Xabi un moment soupçonnés par les flics d'être les complices de Pantxoa, le procès en appel n'était donc qu'un procès de pure forme... (voir *Monde libertaire* n° 718 et n° 719) la justice ayant décidé de faire condamner lourdement Pantxoa.

Ses amis ne se laissent pas abattre par ce verdict injuste. Samedi 15, ils organisaient une manifestation en soutien à Pantxoa à Bayonne. Sinon, au moment où sont écrites ces lignes, vendredi 14 octobre, Pantxoa est toujours en grève de la faim, ainsi qu'une dizaine de



Des policiers dans les rues d'Alger.

La baisse du niveau de vie pour les familles est un des facteurs de ces révoltes. Mais on ne peut les comprendre sans parler de la situation des jeunes. Ils ont été le fer de lance d'un mouvement qui a embrasé toute l'Algérie. En 1980, 1986 et 1987, des villes (Tizi-Ouzou, Constantine, Sétif, Brdj-Bou, Aneidy, Alger...) avaient été touchées par des émeutes, mais celles-ci ne s'étaient jamais étendues à la totalité du pays. Les jeunes composés plus de 50% de la population algérienne. Ils vivent dans des cités dernier cri, éloignés des centres, sans espace de jeu ou de loisir, difficiles d'accès, bref des cités par rapport auxquelles les pires cités françaises seraient considérées comme des petits paradis.

La situation est encore plus grave, car ces jeunes n'ont aucun avenir. La très grande majorité des jeunes sortent du système scolaire sans diplôme, sans qualification et, pour ceux qui y entrent, il est évident que cela ne mènera à rien. Pour ceux qui obtiennent un bac ou même un diplôme universitaire, le travail n'est pas au bout.

Le faible niveau de qualification des diplômés et l'impossibilité de s'installer en dehors de sa région, en raison de la crise du logement, rendent difficile la découverte d'emplois qui, de plus, se raréfient. Des conditions de vie difficiles, des logements surpeuplés, pas de débouchés professionnels et une

société qui propose à une minorité ce que l'on fait de mieux de l'autre côté de la Méditerranée, ces éléments ne pouvaient que provoquer la révolte...

Les premières réponses de l'Etat ont été les balles des fusils mitrailleurs. Mais, en fait, depuis plus de trois ans, il a mis en place des facilités pour la création d'un secteur privé marchand et non marchand. Pour ne pas déroger aux bonnes habitudes, ce sont ceux qui disposent d'argent (hauts fonctionnaires et petite bourgeoisie) qui en tirent le maximum de bénéfices. Le but était de suppléer aux carences flagrantes d'un système ayant privilégié la grosse industrie (complexes sidérurgiques, pétrochimiques, etc.) au détriment des PME. Mais les capitaux se sont orientés vers le secteur marchand, très spéculatif. L'industrie n'en a pas reçu, en raison de l'absence d'une main-d'œuvre qualifiée, de blocages à l'importation de biens industriels et d'un marché trop limité.

## La nouvelle bourgeoisie

Les conséquences de cette politique sont que les bénéfices importants réalisés par cette nouvelle bourgeoisie, et l'argent récupéré par les bureaucrates au centre de tous les « pistons », ne sont pas réinvestis dans l'économie. Ils permettent l'achat de voitures, de magnétoscopes, de maisons ou de logements et engendrent une économie parallèle pour les riches... Les signes extérieurs de richesse sont devenus la marque de la réussite sociale, de la corruption. Ce qui permet de comprendre encore mieux la révolte des jeunes, mais aussi des grèves ouvrières.

Il n'est pas dans notre propos de parler des luttes au sein du FLN. Mais on peut dire rapidement que la petite bourgeoisie réclame une part du pouvoir face aux anciens combattants ou aux intégristes.

L'avenir de l'Algérie est plutôt sombre. La crise économique qui touche ce pays, et qui ne tardera pas à en toucher d'autres, est bien trop profonde. Ce n'est pas un changement de gouvernement — ou même de système politique — qui fera augmenter les recettes pétrolières ou changera la redistribution des richesses.

La révolte des jeunes algériens pose, une nouvelle fois, la question des relations entre révolte et révolution. Il s'agira plus tard d'analyser ce qui s'est passé. Il est clair que la question centrale, aujourd'hui, est la forme de notre soutien aux victimes de la répression. Mais ce qui reste à l'ordre du jour, en Algérie comme en France, c'est le développement de nos idées et de nos pratiques pour réellement provoquer le changement.

K. P.

Pour tous soutiens :  
• ADIR, 23 bis, rue des Tonneliers, 64100 Bayonne ;  
• REFLEX, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris (tél. : 46.45.25.30) ;  
• Pantxoa Angevin, n° d'écrou 786 165, HPF de Fresnes, allée des Thuyas, 94261 Fresnes cedex.



Le président Chadli Bendjedid.

## HUMEURS

## Burn, baby, burn !

« On ne comprend pas ce que veulent les jeunes. Moi, je ne comprends pas. Et vous, vous comprenez ? »

(Chedir El Khediri, ministre algérien de l'Intérieur)  
COMME toujours, les dirigeants de là-bas — comme d'ici ou de là — dénoncent une « pégre » soudoyée par des puissances étrangères (1)... Biliusement, les journalistes et « démocrates » de là-bas — comme d'ici ou de là — insinuent la manipulation policière (2)...

Intégristes là-bas, communistes ici ou CIA là, tous ils s'évertuent à infiltrer et phagocytter ce qu'ils appellent médiocrement le « mécontentement ». Mais nous, ici, désespérés, poètes ou anarchistes, quand de très jeunes gens affrontent la ficaille et la soldatesque au caillou et à la cannette, nous reconnaissons sur l'instant notre propre rage insatiable.

Quand ils dévastent tout ce qui se présente : magasins et boutiques, de luxe comme de survie, immeubles cossus et cités ouvrières, autobus et voitures particulières, boîtes de nuit et monuments nationalistes, palais de justice et collèges, archives et aliments, bureaux politiques et commissariats... quand rien, absolument rien du monde qu'on leur impose — sans distinction ni remords — ne trouve merci sous leur boutoir implacable ; c'est notre propre haine de l'ordre établi, du vieux monde, de l'ennui quotidien résigné ; c'est notre propre désir de table rase et de vraie vie qui se réfléchissent en eux.

Et quand, pour seuls revendications et slogans, ils proclament : « Jeunesse debout ! » et « Il faut que ça change ! », c'est, naïvement et génialement résumés, nos propres revendications et slogans qu'ils hurlent.

Mais, là-bas, ce n'est ni Paris ni Chicago, ni même Varsovie. Et, comme à Santiago, à Gaza, à Rangoon, à Séoul, ce sont les mitraillettes qui répondent. Et forcent ainsi notre admiration solidaire pour le terrible cran, pour la volonté déterminée de la jeunesse algérienne, pour son héroïsme arrogant.

Solidarité totale qu'il est de première urgence de manifester publiquement... avec eux, avec leur mouvement et leurs actes. Le seul vandalisme, la seule barbarie sont du côté de ceux qui tirent sur la foule en lutte, qui massacrent la jeunesse soulevée. Et qui s'approprient à asséner de lourdes peines à des milliers d'émeutiers prisonniers.

Ne laissons pas enchaîner ni saigner la jeunesse algérienne. Harcelons les représentants en France du sanglant Chadli, de messages écrits et téléphoniques (3). La révolte seule, la révolte même est créatrice de lumière. Cessez-le-feu immédiat contre la colère. Liberté sans conditions pour les insurgés arrêtés. *Echabab akbar !* (4)

Jimmy GLADIATOR  
(revue « Camouflage »)

(1) Versailles, 1871 ; Agence Tass, Budapest 1956 ; Christian Fouché, ministre de l'Intérieur, Paris 1968.

(2) Paris 1893-1894 ; Petersburg 1905 ; Amsterdam 1966 ; Georges Marchais 1968 ; Georges Séguin 1979 ; télévision française 1986.

(3) Ambassade d'Algérie, 18, rue Hamelin, 75016 Paris (tél. : 45.53.71.49) ; Ambassade des Algériens en Europe, 13, boulevard Rochechouart, 75009 Paris (tél. : 42.85.37.60).

(4) « La jeunesse est la plus grande ! »

## POLOGNE

## Les ténias du syndicalisme

AUTANT on pouvait se montrer optimiste pendant le déroulement des grèves du mois d'août en Pologne, autant la situation confuse créée après la fin en queue de poisson imposée au mouvement par Lech Walesa incité plus à la réflexion qu'à l'enthousiasme. Car voici qu'un mouvement largement animé et initié par la base, fort d'une grande détermination, accepte de cesser ou au moins de remettre sa lutte par la seule décision personnelle d'un leader plus charismatique que compé-

tent. Un leader qui, fidèle à la logique de compromis que lui inspirent ses conseillers, s'est permis sans aucun mandat d'échanger des dizaines de milliers d'ouvriers grévistes contre la promesse de quelques places autour d'une hypothétique table ronde, pour lui-même et quelques-uns de ses amis démocrates-chrétiens.

La thèse complaisante, selon laquelle Walesa aurait été spontanément choisi par les grévistes de 1980 pour les représenter est quelque peu surfaite. Mis en avant par les intellectuels du KOR (1), il devait à la

fois servir de caution ouvrière au mouvement et jouer les courroies de transmission. Si Walesa a signé les accords de Gdansk d'août 1980, c'est Andrzej Gwraza du KOR qui avait négocié la légalisation de Solidarnosc. Seulement voilà, le simple porte-parole a quelque peu échappé à son rôle et s'est pris au jeu du pouvoir. Malgré ses maigres talents d'organisateur, Walesa s'appuya sur son incontestable popularité pour prendre de fait la direction du mouvement. Naturellement influencé par ses origines de militant catholique, il devint bientôt la chose de l'Eglise. A chaque épreuve de force, il aura été le partisan systématique de compromis, présentés au peuple et à lui-même comme autant de finesses dignes d'un grand politique.



## Les pompiers du compromis

Or, ces compromis n'auront été que concessions faites au régime par l'Eglise pour mieux asseoir le rôle de médiateur dont elle tire son pouvoir politique. Premier détournement de la lutte des ouvriers, la conclusion inattendue de la récente crise aura été l'expression d'une contradiction forte au sein de l'opposition. A cause notamment du manque de contrôle ouvrier dû aux contraintes de la clandestinité pendant l'état de guerre, les structures syndicales de Solidarnosc ont pu être récupérées et transformées en

un véritable parti politique aux mains de la classe montante, les nouveaux riches de « l'initiative privée », et surtout de l'intelligentsia catholique et libérale. Il leur faut contrôler la force de pression de la classe ouvrière, dont ils entendent faire l'instrument de leur quête de pouvoir. Pour ce faire, ils attisent l'amalgame entre Solidarnosc — qu'ils occupent — et son leader Walesa, flatté dans sa mégalomanie par un véritable culte de la personnalité mais néanmoins piloté par ses conseillers, tous membres de l'intelligentsia. Il s'agit de se rendre indispensable au régime en maintenant, bien mieux que lui, le contrôle sur la classe ouvrière. Si le parti renacle à l'ouverture, on menace d'attiser le mécontentement latent par ses sermons incendiaires ; dès que la révolte éclate, on s'empresse de jouer les pompiers du compromis et de la conciliation, pour mieux complaire à un pouvoir dont on espère quelques miettes.

Cette stratégie remarquablement habile, parfaitement adaptée au contexte politique porte ses fruits. Jaruzelski, qui n'est pas si bête, a bien compris que les appels au calme de l'épiscopat étaient plus efficaces que sa propagande éculée. Plutôt que d'avoir à s'expliquer avec des comités de grève faits d'ouvriers radicaux, plus tentés de renverser les tables rondes que de s'asseoir autour, il préfère discuter entre gens du monde avec une poignée de professeurs et de prélats, quitte à les laisser rêver de 80 sièges sur 400 à la Diète, ou même d'un parti d'opposition démocrate-chrétien légal.

## « Le mythe Walesa »

Mais, en août, le jeu de Walesa et de ses amis de la paroisse Sainte-Brigitte — sans doute imbus de leur habileté — était un peu trop coulé de fil blanc pour rester crédible. Comme d'habitude, ces messieurs de l'intelligentsia ont eu tendance à prendre les ouvriers pour des demeurés et des naïfs. Après avoir ostensiblement tenté de différer les grèves, ils en ont décrété la fin d'auto-

public, rien n'a filtré du tête-à-tête à huis clos entre Walesa et le ministre de l'Intérieur, Kiszczak. C'était manquer de psychologie quand on connaît la soif de démocratie directe des Polonais.

Aussi la classe ouvrière, de plus en plus consciente des manœuvres, dont elle est le jouet et la victime, commence à réagir. La majorité estime que le président de Solidarnosc a failli à son mandat, et qu'il doit payer sa faute de son départ. On n'admet pas qu'un dirigeant syndical considère comme un succès personnel d'avoir stoppé les grèves. On n'admet surtout pas que ces grèves ne profitent pas aux ouvriers, qui les ont animées, mais servent à renforcer la position de ceux qui prétendent parler en leur nom. Se sentant spoliés du bénéfice de leur lutte, certains ont même crié « Walesa trahison » pendant la sortie des usines occupées.

Koscivszko, Pilsudski, Jean-Paul II, Walesa : la société polonaise a souvent du mal à se passer de leaders pour unifier son puissant désir de résistance. Certes, Walesa, homme d'une situation révolue, a montré son incapacité. Il a fait son temps. « En cas de grève, il peut rester, déclarait un jeune ouvrier des chantiers Lénine, il pourra rester, mais il ira garder la porte n° 3 avec les autres, comme un simple électricien. » Au-delà de son échec global, le principal mérite du mouvement d'août aura été de porter un coup sérieux à l'emprise du mythe Walesa. Mais il reste une autre emprise dont il faudra s'affranchir : celle de l'Eglise et de l'intelligentsia, véritables parasites du mouvement social polonais, qui invariablement canalisent et détournent à leur profit les révoltes ouvrières. Peut-on espérer que la prochaine vague de grèves à laquelle on s'attend pour l'automne permette au moins ce progrès ?

PATRICK

(1) Le KOR (Comité de défense des ouvriers — Komitet Obrony Robotników), fondé par 31 intellectuels de gauche, a été la principale formation d'opposition d'avant 1980.



## YOUgoslavIE

## Trois mois de troubles

Le 9 juillet 1988, environ 1 500 Serbes et Monténégrins du Kosovo se sont rendus à Novi Sad — capitale de la province autonome de Voïvodine rattachée à la République socialiste de Serbie — pour protester contre la direction de la province qui n'avait exprimé aucune solidarité à l'égard de « leurs frères du sud » et feignait d'ignorer les problèmes de la province du Kosovo. Cette manifestation, qui a secoué les milieux politiques yougoslaves, est le point de départ de toute une série de meetings de solidarité avec les Serbes et les Monténégrins du Kosovo qui se sont tenus aux mois de juillet, août et septembre, et qui se poursuivent ce mois-ci. Ces rassemblements, en Serbie et au Monténégro, ont regroupé des centaines de milliers d'individus (le 20 août, à Titograd : 50 000 personnes ; en septembre, à Nis : environ 300 000 personnes ; à Kraljevo et à Novi Sad : 100 000 personnes). Au total, depuis le mois de juillet, plus de deux millions d'individus ont participé à ces meetings.

## Que veulent les Serbes et les Monténégrins ?

Mais que recherchent les Serbes et les Monténégrins ? La solution des problèmes du Kosovo, la fin de l'exode des Serbes et Monténégrins de la province de Kosovo, la réunification de la Serbie... La minorité serbe du Kosovo se sent, de plus, menacée par la communauté albanaise. Des femmes et des enfants serbes sont agressés, violentés. Les nationalistes albanais ne s'attaquent d'ailleurs pas qu'aux Serbes et aux Monténégrins, mais aussi à leurs compatriotes qui gardent de bonnes relations avec les Serbes.

Ces manifestations ont-elles un caractère purement nationaliste ? Non ; certes, des nationalistes

serbes (royalistes) profitent des meetings pour agir. Pourtant, ce qui préoccupe les Serbes et les Monténégrins, c'est la situation d'ensemble de la Yougoslavie : lors de ces rassemblements, les différentes directions politiques et la situation économique ont été fortement critiquées. Ce que recherchent les Serbes et les Monténégrins, c'est la solution de la crise yougoslave et des changements radicaux.

La semaine dernière, le comité de protestation des Serbes et des Monténégrins du Kosovo a obtenu satisfaction, avec la démission des organes dirigeants de la province de Voïvodine, à la suite d'une nouvelle manifestation qui a duré quarante-huit heures (mercredi 5 et jeudi 6 octobre) et regroupé plus de 100 000 personnes à Novi Sad. Dès le lendemain, des ouvriers de Titograd entendaient faire de même en manifestant devant l'assemblée de la République du Monténégro. Devant la pression des manifestants, le gouvernement de la République socialiste du Monténégro a donné sa démission le samedi 8 octobre. Mais les manifestants ne se dispersant pas, la police a mis fin au rassemblement en chargeant. Le lendemain, à Nikšić, une manifestation de protestation contre les violences policières de la veille regroupait plusieurs milliers d'individus.

## Les revendications économiques

En l'espace de quelques jours, la Yougoslavie a été fortement secouée, ce qui a amené le président de la fédération yougoslave à se prononcer, le dimanche 9 octobre au soir, à la télévision et à la radio. Raif Dizdarevic, représentant de la Bosnie et de l'Herzégovine à la présidence collégiale du pays, a menacé les citoyens de l'état d'urgence, si les désordres se poursuivaient. L'inquiétude de

certaines autorités politiques est claire : les ouvriers de Titograd ont exprimé leur mécontentement par rapport aux difficultés matérielles qu'ils connaissent quotidiennement. Le risque d'extension des manifestations à revendications économiques est grand.

La Yougoslavie est touchée par une grave crise économique qui découle des problèmes économiques mondiaux, mais surtout des structures socio-économiques du pays. Les tensions sociales sont de plus en plus fortes. Les grèves, cette année, concernent un nombre plus important d'organisations de travail. Depuis le mois de juin dernier, des ouvriers en grève manifestent régulièrement devant le Parlement fédéral, à Belgrade, et envahissent la Chambre. L'inflation a atteint 98,8% au mois d'août, soit quatre points de plus que le taux de la hausse des prix prévu pour l'ensemble de l'année par le gouvernement fédéral. On observe des pénuries d'huile, de sucre... Les queues sont plus longues, le matin, pour l'achat du « pain populaire » qui coûte jusqu'à quatre fois moins que le pain blanc. Le niveau de vie des Yougoslaves ne cesse de se dégrader. Depuis 1986, les pertes de l'économie sont plus importantes que l'accumulation réalisée.

L'année 1988 doit être celle des réformes. Les débats sur les modifications de la Constitution se poursuivent. Au plan économique, les dirigeants yougoslaves semblent s'orienter vers une solution libérale. Cependant, l'on peut se demander si les dirigeants du pays ne vont pas changer leurs plans. La situation en Yougoslavie est explosive. Si les manifestations de mécontentement se poursuivent, et tout en tenant compte des spécificités yougoslaves, la « Yougoslavie autogestionnaire » ne risque-t-elle pas de devenir une nouvelle Pologne (rétablissement de l'ordre par l'armée...)?

MIROSLAV



## CAMBODGE

## Les réfugiés otages de la raison d'Etat

**D**URANT l'hiver 1978-1979, au terme de quatre années d'une dictature terrible (1), le pouvoir khmer rouge s'effondre devant les troupes vietnamiennes qui envahissent le Cambodge. Si, dans l'ensemble, la population accueille les nouveaux maîtres du pays comme des libérateurs, plusieurs centaines de milliers de Cambodgiens, libérés de la terreur mais menacés par la guerre et la faim, n'en choisissent pas moins de fuir vers la frontière thaïlandaise (2). En décembre 1979, près d'un demi-million d'entre eux ont rejoint la bordure ouest du pays où l'UNICEF et la Croix rouge internationale commencent à dispenser une aide d'urgence.

## Les camps de réfugiés

Très vite des camps sont créés, sous les auspices du gouvernement thaïlandais et de l'ONU. En dehors de Khao I Dang, placé sous la protection du Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies (UNHCR), tous les camps de la frontière sont immédiatement chapeautés par les différentes fractions politico-militaires qui composent la résistance anti-vietnamienne : Khmers rouges, FLNPK (nationalistes de droite), sihanoukistes (nationalistes fidèles au prince Norodom Sihanouk).

Les intérêts conjugués de la Thaïlande, de la résistance anti-vietnamienne et de tous ceux qui la soutiennent (Etats-Unis et Chine notamment) contribuent à fixer sur cette frontière dangereuse et mou-

vante une population civile virtuellement prisonnière. Et ce, pour en faire un barrage humain stratégique face aux Vietnamiens ; un vivier pour la résistance, une population fictive « légitime » la coalition gouvernementale en exil, reconnue à ce jour comme représentative par l'ONU.

Lors de la saison sèche 1984-1985, les Vietnamiens lancent une offensive qui a pour but de détruire toutes les bases de la résistance en territoire khmer, et de chasser toute la population des camps de l'autre côté de la frontière, en Thaïlande. Ils y parviennent. Dès lors, huit camps sont affectés au regroupement des populations khmers et la frontière définitivement bouclée (3). La zone frontalière toute entière est placée sous le régime de la loi martiale et les réfugiés sous l'autorité des militaires thaïlandais. De plus, tous les camps sont considérés comme zones fermées, dont l'accès et l'issue deviennent extrêmement difficiles (4).

## Des camps de concentration

Le gouvernement royal thaïlandais ne reconnaît pas ces populations comme « réfugiés », mais comme « personnes déplacées », celles-ci se trouvent privées des droits humains les plus élémentaires. Dans ces camps de concentration, la population civile est encore à ce jour soumise à l'arbitraire le plus total. Tant de la part de l'armée thaï, violente et corrompue, que de celle des fractions mili-

taires cambodgiennes qui administrent chaque camp comme elles l'entendent : organisant l'endoctrinement, la militarisation et la conscription obligatoire, levant l'impôt sur les rations alimentaires, exerçant une justice rarement équitable mais toujours expéditive.

Autour des huit camps ravitaillés par l'UNBRO (5) en fournitures diverses, en matériaux de construction (bambou et chaume), en nourriture et en médicaments, prolifèrent d'autres camps satellites à vocation purement militaire. Ces bases échappent bien entendu à tout contrôle de la part des organismes humanitaires internationaux. Pour autant, elles constituent une deuxième ligne de camps qui s'approvisionnent sur ceux alimentés par l'UNBRO et les agences humanitaires, selon un système semblable à celui des vases communicants. Il est, de ce fait, impossible de contrôler la destination précise de l'aide fournie. Malgré les précautions et le rationnement, une bonne partie est utilisée par les forces combattantes... ce qui contribue logiquement à faire durer le conflit. A ce propos, il faut constater qu'un des effets pervers les plus notables de l'aide internationale est d'avoir contribué à la reconstitution de la force militaire khmer rouge. Bien mal partis en 1979, les Khmers rouges sont aujourd'hui à même de reprendre le pouvoir dès le retrait des Vietnamiens en 1990... (6).

## Vie et survie dans les camps

Pour appréhender plus concrètement ce que représente la vie, ou la survie, des « personnes déplacées », il convient de remonter cette fameuse frontière khméro-thaïlandaise qui fait son quotidien des trafics en tous genres, du racket, de la piraterie routière et du marché noir. Grâce à la carte ci-dessous, on constate que tous les camps sont situés à moins de huit kilomètres de la frontière, parfois même à quelques centaines de mètres (la portée efficace et précise des canons vietnamiens atteint 30 kilomètres...). De plus, au danger, s'ajoute le caractère inhospitalier des emplacements choisis (terrains secs et sans ombrages ou au contraire accidentés et couverts de jungles). Là encore, la stratégie a conditionné les choix plus que les soucis humanitaires...

Quatre de ces camps sont dirigés par les Khmers rouges :

- Ta Luan (5 000 personnes) ;
- Borai (3 500 personnes) ;
- Site 8 (33 000 personnes) administré par Nykron, ancien responsable des Affaires étrangères du régime de Pol Pot ;
- Natrao (15 000 personnes) administré par Ta Mok, adjoint direct de Pol Pot, responsable des purges sanglantes de 1977-1978, et surnommé « le Boucher du Cambodge » ;
- Huay Chan (9 000 personnes) administré par Son Sen, ancien ministre de la Défense du régime de Pol Pot.

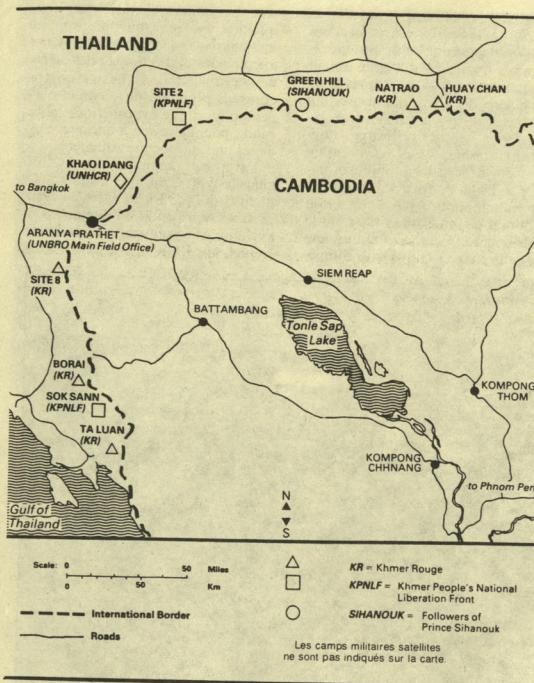
Deux autres sont dirigés par le FLNPK :

- Sok Sann (8 000 personnes) ;
- Site 2 (150 000 personnes) administré par Son Sann, ancien ministre de Sihanouk.

Le dernier est par les sihanoukistes :

- Greenhill Site B (45 000 personnes).

Pour qualifier la condition des Khmers vivant dans ces camps oubliés de l'opinion mondiale (7), il suffit de dresser la liste tristement banale des difficultés, drames, calamités et sévices que peuvent connaître habituellement tous les humains soumis à la terreur militaire et à la misère, tant économique que psychologique : privation et malnutrition ; appauvrissement affectif, dû à la promiscuité ou aux séparations ; appauvrissement intellectuel, entre-



tenu par le gouvernement thaïlandais qui interdit toute éducation secondaire et tout travail aux réfugiés ; appauvrissement moral, dû aux conditions de survie et à l'angoisse permanente (l'intelligence ne trouvant pas d'application sociale, s'investit dans la roubardise, le vol et la spéculation misérable) ; appauvrissement identitaire d'une portion du peuple khmer en exil qui n'a pour toute activité culturelle qu'un endoctrinement patriotique illusoire...

La liste est longue des troubles qui rendent chaque jour la vie moins supportable... menant un nombre croissant de jeunes à la folie, à la délinquance ou au suicide.

Comme si la misère et le désespoir ne suffisaient pas, s'ajoute l'insécurité. Vols, viols, rackets, meurtres font aussi partie du quotidien des réfugiés. Thai ou Khmer, civil ou militaire, chacun peut être pour chacun un ennemi, si ce n'est aujourd'hui sans doute demain...

Les camps les plus touchés par l'insécurité sont Site 2 (FLNPK) et Site 8 (Khmers rouges). Alors que dans le premier l'indiscipline et la corruption sont à l'origine des troubles (une quarantaine de meurtres par mois, dont un règlement de comptes à la grenade l'été dernier...), dans le second, c'est au contraire la poigne de fer et la menace d'exécutions nocturnes (2 à 3 par semaine) qui engendre la peur.

## Quel espoir ?

Bien sûr, des solutions provisoires pourraient être apportées, si la « communauté internationale » mettait en œuvre une politique réelle de désespérance dans la région.

On pourrait par exemple : séparer physiquement civils et combattants ; éloigner les camps de la zone frontalière soumise aux bombardements et aux combats ; imposer une reconnaissance du statut de réfugié à tous les civils khmers emprisonnés sur la frontière.

Toutes ces dispositions, qui semblent dictées par le simple bon sens, sont défendues parfois par certains organismes humanitaires, sans pourtant trouver d'échos aux plus hautes instances de l'internationale des Etats. Comme si l'intérêt, ou les

intérêts des uns et des autres, trouvait satisfaction dans le *statu quo* insupportable plutôt que dans l'amélioration des conditions d'existence de 300 000 pauvres Khmers oubliés de la conscience internationale.

A l'heure où se négocie un tournant décisif pour le Cambodge, avec l'annonce du retrait vietnamien, la population des camps attend... sans trop y croire. Près de 60% des réfugiés ont moins de 18 ans, dont un bon tiers n'a connu de la vie que l'univers clos des camps barbelés. Pour beaucoup, le seul avenir se trouve à l'Est, vers la frontière, au-delà des champs de mines où continue la guerre dans les maquis...

GARNIER

## NOTES

(1) On estime à environ 1 200 000 les victimes du régime de Pol Pot.

(2) Lire l'article : « Cambodge, vers une nouvelle dictature ? », in Monde libertaire n° 721, du jeudi 13 octobre 1988.

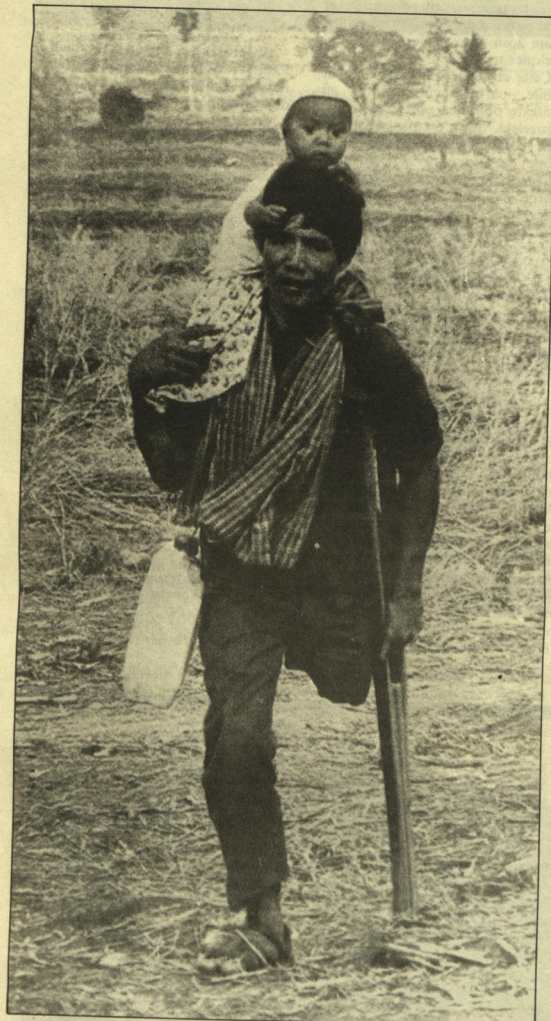
(3) Dans le sens Cambodge-Thaïlande seulement, disent les mauvaises langues.

(4) Dans les faits, seuls les soldats Thais et les trafiquants ont un (trop) libre accès. Toute infraction de la part des réfugiés peut être sanctionnée par une exécution sommaire et c'est souvent le cas.

(5) United Nation Border Relief Operation, chargé par l'ONU de coordonner les efforts de secours sur la frontière, là où le HCR ne peut intervenir dans la mesure où les réfugiés... ne sont pas des réfugiés pour les Thais.

(6) Des informations font état des préparatifs khmers rouges visant à reprendre le pouvoir à plus ou moins long terme : ils stockent d'ores et déjà des armes pour tenir une guérilla longue (8 à 10 ans) ; ils tentent de conquérir le maximum de terrain avant l'ouverture de nouvelles négociations ; ils procèdent, autant que possible, à l'élimination physique des autres composantes de la résistance. Pour une action contre les Vietnamiens (une dizaine par jour), les Khmers rouges en engagent deux contre les sihanoukistes et le FLNPK...

(7) Certains réfugiés attendant depuis dix ans dans les camps, après avoir connu quatre années de polpotisme, elles-mêmes précédées de six ans de troubles et de guerres...



Khmer rouge fuyant le Cambodge.



ESPAGNE

# Le renvoi des délégués

Il y a quelques mois, en Espagne, des travailleurs « dissolvaient », par referendum, un comité d'entreprise. Cela se passait à SEAT, dans l'industrie automobile. Des élections syndicales eurent alors lieu. Même si cette lutte eut lieu durant l'été, de par les remous au niveau de la presse et au niveau syndical qu'elle engendra, afin d'être le plus objectifs possible, dans des circonstances difficiles, nous vous proposons deux articles antagonistes, mais qui reflètent les positions des deux organisations espagnoles se revendiquant de l'anarcho-syndicalisme : la CNT-AIT, dite aussi « historique », et dont il est question dans l'article de « Solidaridad Obrera » ; et la CNT, dite parfois « rénovée » ou « unifiée », et faisant l'objet de l'article de Martine. Il est important de souligner qu'aucun de ces deux articles n'engage la Fédération anarchiste, qui laissera le lecteur seul juge ; lecteur que nous invitons à lire la presse et les livres des uns et des autres et à suivre les activités respectives des deux syndicats, afin de se faire sa propre opinion.

Relations internationales

LES délégués élus en 1986 au comité d'entreprise (CE) de l'usine de SEAT de Zona Franca (Barcelone) n'ont pu terminer leur mandat légal. En effet, un referendum proposé par la CNT, et organisé le 27 mai, a « révoqué » de manière incontestable le CE dans son ensemble.

C'est une première dans la vie syndicale espagnole : les travailleurs, mécontents des prises de position de leurs délégués, mettent ces derniers à la porte ! La soi-disant hégémonie des syndicats majoritaires (CCOO et UGT) se trouve ainsi contestée et le gouffre, toujours plus grand entre les directions syndicales et les travailleurs, est mis en évidence.

Le 22 juillet, les élections syndicales, qui font suite logiquement au referendum, remodelent le paysage syndical de l'entreprise : à l'usine Zona Franca (16 700 travailleurs), la CNT obtient 17 délégués, l'UGT 16, les CCOO 17, le CCC 5 ; à l'usine de Prat de Llobregat (1 300 travailleurs), la CNT n'a pas de candidat, l'UGT obtient 9 délégués, les CCOO 7 et la CUOA 5.

Globalement, l'UGT perd 3 sièges par rapport à 1986, elle prend la place des CCOO en tête avec 25 délégués, les CCOO perdent 13 délégués et passent en deuxième position, et la CNT gagne 12 délégués — elle est majoritaire à l'usine de Zona Franca — et figure en troisième position.

« Spectaculaire », « triomphe », « inespéré », « surprise »... sont les mots qui font la une des journaux du 23 juillet. L'Espagne entière a les yeux tournés vers l'entreprise SEAT.

Tout le monde gagne

Les commentaires sont bien entendu différents selon les cas : José Berrio (tête de liste UGT) considère que les travailleurs reconnaissent la nouvelle politique de son syndicat, faisant ainsi allusion sans les nommer aux conflits internes qui viennent de secouer l'UGT tout au long de la campagne (entraînant l'exclusion du secrétaire du Métal, A. Puerta). C'est en fait un véritable « ouf » de soulagement qu'ont dû pousser Berrio et N. Redondo (secrétaire général de l'UGT) en constatant que les disputes n'ont pas eu d'effet désastreux redouté. Alfonso Rodriguez (secrétaire des CCOO, les grands perdants de ces élections) attribue la chute de son syndicat, jusqu'alors majoritaire au CE, au fait que les travailleurs « n'ont pas intégré leur politique de gestion et qu'ils ont opté pour une stratégie plus facile et démagogique », faisant allusion directement au programme d'action de la CNT. Et de conclure : le CE se trouve maintenant partagé en trois (CNT, UGT et CCOO), ce qui rendra toute vie, sinon tout accord impossible... Le ton est donné !

Francisco Selas (tête de liste de la CNT) a, quant à lui, déclaré que la victoire de son syndicat

— majoritaire à Zona Franca — provient de la « résurgence du syndicalisme de base selon lequel les décisions se prennent par les travailleurs eux-mêmes, leurs représentants n'étant là que pour les appliquer ». Pas de discours revanchard, le ton est résolument celui de l'unité dans l'action : « on pourrait dire que l'UGT a perdu, ou plus encore les CCOO, mais ce serait de l'électoratisme. Il convient mieux de dire que c'est la classe ouvrière qui a gagné ».

Pour les observateurs atteints de myopie, le progrès « spectaculaire » de la CNT constitue la « surprise » fondamentale. Si l'on prend la peine d'y regarder de plus près, on se rend compte que ce résultat est la conséquence logique d'un mécontentement généralisé des travailleurs, mécontentement relatif à certaines négociations du CE avec la direction, et plus globalement, le ras-le-bol de ces travailleurs d'avoir été de longues années pris pour des pigeons par les centrales syndicales réformistes, celles qui faisaient la pluie et le beau temps dans ce CE.

Remontons à 1987. La direction de SEAT — une entreprise contrôlée par la multinationale allemande Volkswagen — présente à la Commission générale des syndicats un plan industriel prévoyant, ni plus ni moins, le démantèlement de l'unité de production principale. Le CE (alors composé de 21 CCOO, de 17 UGT, de 5 CNT et de 3 CCC) approuve le plan, à l'exception de la CNT.

La CNT fait immédiatement connaître son désaccord lors d'une assemblée générale, le 26 janvier, assemblée générale à laquelle des milliers de travailleurs participent.

En février, la CNT lance une campagne de signatures, en vue d'obtenir un referendum ayant pour thème la rénovation du CE. Cette campagne rencontre de suite les adhésions de militants de l'UGT et de la « gauche syndicale » des CCOO, en opposition bien sûr avec leurs délégués.

Des dissensions graves auront lieu au sein de ces deux syndicats tout au long de la campagne, allant jusqu'à entraîner les exclusions de certains responsables (A. Gil et D. Toladano des CCOO, A. Puerta de l'UGT), ainsi que de plusieurs militants. J.M. Rodriguez Molina (secrétaire de la section CNT) ne le cache pas : « beaucoup de gens des autres syndicats nous ont apporté leur aide ».

Plus de 7 000 travailleurs décident, en assemblée générale, le 8 avril de demander le referendum.

Mais les autres syndicats font la sourde oreille et ne suivent pas la demande que la CNT dépose sur le bureau de la direction. Les choses traînent, et la section CNT décide, le 1<sup>er</sup> mai, de lancer un préavis de grève ainsi qu'un appel à manifester dans les rues de Barcelone le 17 mai. Immédiatement la situation se débloque et, passons sur les détails, le referendum a lieu le 27 mai. La

remise en cause du CE s'étend de Zona Franca à Prat-de-Llobregat. Puis, le CE de l'usine de Martorell annonce que si le CE de Zona Franca est révoqué, il démissionnera.

La mauvaise fois des centrales réformistes éclate lorsque les résultats sont connus. Ils parlent de chiffres falsifiés, de défauts de procédure, et envisagent même de faire appel. Eux qui avaient prôné l'abstention ne se remettent pas de l'évidence des mathématiques : 60% de participation et une quasi-unanimité pour la révocation du CE.

Entre le 27 mai et le 22 juillet (date des élections), beaucoup de choses paraissent avoir changé à la SEAT. La CNT, jusqu'alors minoritaire, ne cesse de recevoir des adhésions. Elle mène la campagne, prend les initiatives, met en évidence la fragilité du pouvoir syndical des « grands ».

Dans le même temps, la situation des sections CCOO et UGT est difficile. C'est l'heure des affrontements internes. L'UGT est obligée de convoquer une réunion entre tous ses affiliés pour départager deux candidatures. On frôle la scission. A. Puerta, après dix ans de présence syndicale, est hué dans les réunions.

Aux CCOO, balladées par les purges de février en avril, l'ex-président du CE révoqué, Juan Segura, confessera que l'exécutif de son syndicat « a dû démissionner devant le châtimement reçu ». Alléluia !

Ces deux syndicats ont, jusqu'à la fin, refusé la réalité qui remettait en cause leurs intérêts et compromettait la stabilité de leurs mandats. Ils ont été jusqu'au bout persuadés que l'action engagée par la CNT était vouée à l'échec.

Le taux de participation aux élections (83%) démontre que les travailleurs ont tenu à mettre les points sur les « i ». Si l'UGT a sauvé les meubles, c'est parce que les candidats aux élections de juillet ont pris position contre ceux d'avant. Les CCOO restent les véritables victimes du vote, du fait de l'attitude constamment négative qui a été la leur au cours de la campagne, dévoilant ainsi le peu de cas qu'elles font des intérêts des travailleurs.

Et maintenant...

Il reste tout le travail à faire. La CNT préconise l'unité syndicale comme seule arme efficace pour négocier chez Volkswagen, la multinationale propriétaire de SEAT. L'avenir s'annonce difficile puisque les CCOO ont d'ores et déjà annoncé leur volonté de partager le CE en trois.

L'objectif principal de la CNT est fidèle aux principes anarcho-syndicalistes tels qu'ils figurent dans ses statuts : rendre son importance au syndicalisme de base, désamorcer le pouvoir de décision du CE, afin qu'aucune décision ne soit prise sans consultation de tous les travailleurs de l'entreprise ; faire admettre le contrôle syndical de la production ; etc. Majoritaire à l'usine de Zona Franca, la CNT ne l'est pas dans l'ensemble du CE de SEAT. Il faudra suivre avec attention les mouvements de ces prochains mois chez SEAT. D'autant plus que la CNT envisage tout à fait sereinement les prochaines élections syndicales générales de 1990.

Martine BOURY

QUELQUES SIGLES

CCOO : Commissions ouvrières, d'obédience communiste.  
UGT : Union générale des travailleurs, d'obédience socialiste.  
CCC : syndicat des cadres.  
CUOA : Coordination unitaire des ouvriers assembléistes.

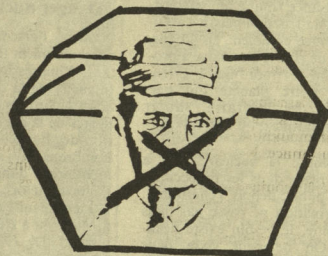
SEAT

# Fraude électorale

LA Confédération nationale du travail espagnole (CNT-AIT) a contesté, devant la magistrature du travail de Barcelone, les élections syndicales qui ont eu lieu à l'usine SEAT de la zone franche, suite à la présentation d'une candidature se présentant sous le sigle CNT. La CNT-AIT poursuit une nouvelle bataille légale pour la titularité des sigles du syndicat (...). Cette candidature

relative à cette candidature-imposture (...) qui fut montée, en fait, à partir de la crise de l'UGT (Union générale des travailleurs, proche du PSOE) à SEAT et l'invalidation du comité d'entreprise par referendum (scénario similaire à ce qui avait été vu lors de l'opération Métro-Barcelone, à l'automne 1982) (...). L'objectif recherché étant un changement de comportement de la CNT face

## LAS ELECCIONES SINDICALES ANULAN TU VOZ



¡ NO VOTES !



AIT

n'est qu'une manifestation de plus de l'imposture de ceux qui furent exclus de la CNT pour leur opposition systématique aux accords de congrès de l'organisation. La CNT avait mené, en ces temps, ces derniers (les exclus) devant les tribunaux. Le résultat du jugement fut donné le 22 janvier 1981, interdisant aux exclus d'utiliser la dénomination CNT ; ceux-ci continuent cependant à ne pas tenir compte du jugement (...).

Une fois connue l'existence d'une candidature, sous le sigle CNT, aux élections du comité d'entreprise de SEAT, le 22 juillet 1988, et cela en totale contradiction avec la stratégie de la CNT, issue de ses congrès, l'invalidation des élections est demandée (...). La commission électorale et les responsables de SEAT font semblant de ne pas être au courant du jugement du 22 janvier 1981 et font la sourde oreille, et cela malgré plusieurs coups de téléphone, des courriers, etc., leur demandant d'interrompre le processus électoral, (...); la présence même d'un notaire confirmant les dires de la CNT n'y a rien fait.

Le résultat de ces élections frauduleuses donna une majorité

aux comités d'entreprise et l'abandon des accords du VI<sup>e</sup> congrès (...) de manière à créer une troisième force syndicale absolument docile et favorable aux pactes. Nous nous devons de dénoncer cela, non seulement pour le respect de la CNT mais également de la vérité, la clarification de la conscience ouvrière et des intérêts de la classe travailleuse.

Article synthétisé et extrait de « Solidaridad Obrera », organe de la CNT-AIT d'Espagne (n° 194)

Emission

Emission sur Radio-Libertaire Paris (89,4 MHz), le dimanche 23 octobre, de 18 h 30 à 20 h, spécial Portugal, avec des interviews de compagnons portugais et d'artistes tels que José Alfonso (mort l'année dernière d'un cancer), José Maria Branco et Luis Cilia.

Relations internationales

## TAHITI

## La conspiration du silence

« Je pense fermement qu'un homme peut et doit se refuser à en assassiner d'autres. En n'obéissant pas aux injonctions de la soldatesque, en refusant de me laisser militariser, j'agis conformément à mon idéal anarchiste. Je suis logique avec mes idées et reste d'accord avec mon cœur, qui souffre au spectacle de ces laideurs, et avec ma conscience, qui s'indigne de ce que des individus accumulent tant de misères ».

Louis Lecoin (1917)

LES lacunes de l'information sont idéologiques. La relation des événements mondiaux est laissée dans l'ignorance totale ; les causes réelles de l'émergence du fascisme, du racisme, de l'impérialisme et du déclenchement des conflits armés sont occultées. Christine Ockrent ne nous a-t-elle pas renseigné sur le sujet : « Nous (les journalistes, NDLR), nous savons surtout ce que vous devez ignorer. »

## Un arsenal

La puissance tout à fait extraordinaire de destruction massive accumulée montre combien, en 40 ans, le danger de guerre nucléaire a progressé. Une extraordinaire extension sur notre planète qui permettrait de la faire sauter 15 fois (remarque, qu'une fois suffirait).

Sans doute la nucléarisation a pris une place dans les préoccupations du public depuis Tchernobyl. Si l'information ne passe pas dans ce domaine, le besoin existe néanmoins. On ne peut vivre dans

l'ignorance. S'informer des risques que nous font courir de tels programmes est une exigence collective.

En ce qui concerne Mururoa, il faut organiser la lutte avec tous, médecins, physiciens, militants et le plus large public possible pour informer, débattre du plus grand danger qui menace l'humanité.

L'horreur est humaine. Misons sur un recul radical de l'obsession des sociétés à s'armer, par une prolifération des informations tendant à humaniser notre planète.

## Danger nucléaire français

Outre l'arsenal en place, son développement technologique constant, l'impressionnant engagement financier de la collectivité pour les années futures, les préparations tacites de la guerre par l'augmentation des budgets militaires dans de nombreux pays sont des pas supplémentaires dans l'engrenage de l'agressivité organisée.

La poursuite des essais nucléaires à Mururoa a été annoncée par Mitterrand. De 1987 à 1991, 479 mil-

liards de francs doivent être consacrés à l'équipement des forces armées (pour une modernisation des composantes nucléaires). En pratiquant depuis 20 ans ses essais atomiques à Mururoa, l'Etat français s'est toujours coupée de l'opinion publique de métropole. Les raisons sont simples. Les Polynésiens ont obtenu les essais souterrains en 1975 (toutefois, 48 essais eurent lieu dans l'atmosphère). Inlassablement, ils manifestent, chaque année en mars, contre le Centre d'études atomiques de Mururoa. Malgré les milliards versés chaque année par la France, l'illusion d'un essor économique fut de courte durée.

Dans un premier temps, l'aménagement du CEA et du Centre d'essais du Pacifique, à Mururoa et Tahiti, créa de nouveaux emplois et un exode des habitants des îles vers Papeete. Réduits au chômage et victimes de la malnutrition, de l'échec scolaire, du chômage, de l'alcoolisme, de la prostitution et de la violence, ces Tahitiens s'entassaient aujourd'hui dans les bidonvilles de Tahiti.

## Une population en otage

Le colonialisme atomique a fait de ce pays (qui se suffisait à lui-même avant 1960, par la pêche et la richesse de sa terre) un territoire assisté à 85% pour ses produits de première nécessité. De ce fait, l'arrêt des essais doit être conjugué avec une politique économique basée sur les intérêts de tous les Polynésiens. Un départ, obtenu par la force de l'opinion publique mais

sans préparation, aurait des effets désastreux sur la vie locale. Ce qui impliquerait une satisfaction des pouvoirs en place qui tiennent, économiquement, la population en otage.

La lutte pour l'arrêt des essais nucléaires français dans le Pacifique implique un lourd travail d'information qui passe par :

1. La sensibilisation du public de France à propos des dangers d'une entreprise qu'ils refuseraient sur leur propre territoire.

2. La prévention, par toutes les preuves, d'une telle situation :

- modification de l'écosystème ;
- contamination de l'atoll ;
- modification géologique de l'atoll, dans l'océan ;
- les conséquences pathologiques des populations de Polynésie et du Pacifique (effets biologiques et médicaux).

3. La divulgation des informations sur les essais : britanniques en Australie, américains à Bikini, sans omettre Hiroshima et Nagasaki.

4. L'appel à une prévention, pour en finir avec l'épidémie atomique ; inverser le processus de recherche de la paix, en refusant l'accumulation des armes d'extermination massive comme garantie de notre sécurité.

Les armes nucléaires sont des instruments de génocide. En les acceptant, nous préparons un acte incompréhensible de suicide collectif qui commence par celui des Polynésiens.

JEAN-FRANÇOIS (Montmorency)

## SOS-TAHITI

## Briser le silence

Dès que l'on prononce « Tahiti », ce qui vient à l'esprit de tous c'est l'image d'un paradis terrestre. En effet, « la beauté des paysages, la douceur du climat, l'accueil proverbial de la population », tout concourt à faire croire qu'il existe un pays où règnent la liberté, l'harmonie et la paix. Cette image d'Épinal à la vie dure car, de plus, elle correspond à un besoin profond en chacun de nous : la nécessité de conserver malgré tout une part de rêve, l'espoir d'une vie meilleure... Mais « derrière le rideau de fleurs » existe une terrible menace sur laquelle les médias sont en général très discrets.

En fait, depuis vingt-cinq ans la prudence d'une partie de la presse, une véritable conspiration du silence de la part des autres, ont contribué à ce qu'en France une grande partie de la population ignorait, il y a quelques mois encore, que l'on expérimentait la bombe atomique à Mururoa depuis le 2 juillet 1966 ; et combien de Français savaient qu'avant 1962 les essais se déroulaient dans le Hoggar, au Sahara algérien ?

Le « secret défense » à lui seul peut-il expliquer cette absence d'information ? Par ailleurs, n'y a-t-il pas une contradiction entre le fait d'affirmer qu'il y a consensus pour la force de frappe et la volonté de tenir la population dans une quasi-ignorance du prix à payer cette politique de défense (responsabilité morale, économique, écologique...).

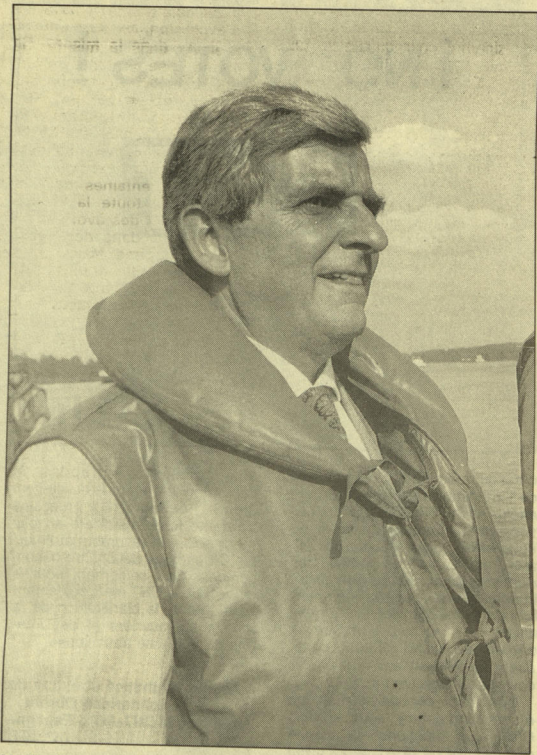
## Mythes, tabous et communication

Dans ce contexte, comment peut-on parler d'éducation à la paix en France, et a fortiori en Polynésie, là où l'on fabrique et expérimente la bombe ? Polynésie dont l'économie dépend aujourd'hui à 80% de la manne nucléaire.

Les Français, comme la plupart des peuples du monde, aspirent à vivre en paix, nous n'en doutons pas.

Un premier pas vers une éducation à la paix ne serait-il pas alors d'amener les gens à se poser la question, primordiale à nos yeux : « A-t-on le droit, au nom de notre défense, de faire peser la menace nucléaire sur un autre peuple ? »

Madeleine BRISELANCE (présidente de SOS-Tahiti)



M. Chevènement, ministre de la Guerre.

## La dialectique du PCF

La dialectique procède-t-elle toujours de la contradiction ? Il semble bien que oui. Les nombreux consommateurs du parti communiste en sont friands ! C'est en rafale sinon en duo avec Chevènement, nouveau ministre de la Guerre, que Georges Marchais s'indignait, il y a quelques semaines, du peu d'intérêt que portaient nos contemporains et concitoyens à la somptueuse machine de guerre volante nommée Rafale, du constructeur Dassault. Il faut avouer que le projet de commercialisation battait de l'aile. Dur, dur ! Un avenir sombre s'offrait à nos dignes défenseurs de la politique de désarmement. C'est donc sans vergogne que la voix du PCF s'éleva pour soutenir la firme du crime organisé, qui s'honore depuis des décennies des bons résultats de sa technologie. Un si bon avion de combat ne pouvait rester en panne. En fait de combat, il ne faut voir que le début d'une contradiction de la position du PCF face à l'armement, au budget de l'armée. Dur d'assumer ses choix... La dialectique, encore elle ! Mais Georges n'est plus à une contradiction près !

1. Défense du projet pour assurer la primauté de la technologie française (« Fabriquons français »).

2. Pas un chômeur de plus dans un domaine rentable (CGT à l'appui).

3. Lutte « anti-Yankee », dans le cas où la France devrait acheter « made in USA ».

4. La France doit avoir les moyens de sa défense...

5. Le clou ! Le Rafale est un avion de défense et non d'attaque (l'arme du vaincu peut-être ?).

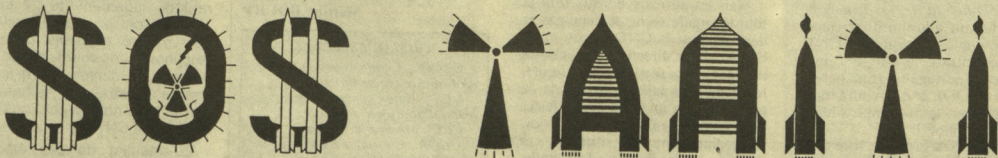
La semaine de l'ONU pour le désarmement va s'ouvrir du 24 au 29 octobre. Par le truchement du Mouvement pour la Paix, le PCF va-t-il pouvoir poursuivre ses appels à la paix tant encouragés, selon lui, par les accords Reagan/Gorbatchev. Rappelons à cet égard que les accords portent sur la « destruction nécessaire » de types d'armes obsolètes de part et d'autre. D'autres armes plus modernes, d'une autre catégorie, les remplaceront (COFD).

J.-F.

Depuis 1954, 466 explosions nucléaires ont eu lieu dans l'atmosphère : cela correspond à 42 000 fois en puissance l'explosion de la bombe d'Hiroshima

En France, on dépense un milliard de centimes à l'heure pour la fabrication de nouvelles armes

40 ans d'essais : 1945 à 1985  
1 570 expérimentations ont été réalisées : 805 par les Etats-Unis ; 562 par l'URSS ; 134 par la France ; 39 par la Grande-Bretagne ; 25 par la Chine ; 1 par l'Inde. Toutes sur leur territoire, sauf la Grande-Bretagne (dans le Nevada) et la France (en Polynésie).



## FORUM

## « Mourir idiot », d'Yves Gibeau

Qui n'a pas partagé le révolte de Simon, l'enfant de troupe, dans le célèbre *Allons z'enfants*, qui fut également un succès à l'écran grâce à l'adaptation d'Yves Boisset. Nous vous convions à rencontrer Yves Gibeau, à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 48.05.34.08), qui présentera son dernier livre, *Mourir idiot*, samedi 15 octobre à 16 h. Yves Gibeau sera également l'invité du « Père Peinard » le même jour sur Radio-Libertaire (89.4MHz), de 10 h 30 à 11 h 30.

La rédaction

UNE question qui se pose tout au long de la lecture de *Mourir idiot*, le dernier livre d'Yves Gibeau, est celle de savoir s'il s'agit réellement d'un roman ou s'il ne faudrait pas plutôt y voir une autobiographie. C'est là une question que les écrivains n'aiment pas s'entendre poser, car tout roman possède une part d'autobiographie, toute autobiographie recèle une part de romanesque. Mais cette question semble ici difficilement évitable, tant les éléments abondent, qui rappellent la vie de l'auteur (du moins ce qu'on en peut connaître).

Le narrateur (anonyme !) après une carrière de journaliste et d'écrivain (comme l'auteur !) se retire dans un petit village des Ardennes, non loin de celui qui l'a vu naître. Il y est presque inconnu et accueilli plutôt fraîchement... Au fur et à mesure que la solitude se fait plus pesante, les souvenirs remontent.

## Les enfants de troupe

Né en 1916 (la même année que l'auteur !) de la rencontre fortuite de sa mère avec un fusilier marin croisant dans les environs du « Chemin des dames », le narrateur est élevé par un ancien adjudant de la 1<sup>re</sup> division, qui n'a pour idéal que de faire de son fils adoptif l'officier qu'il n'a pu devenir. Après le certificat d'étude, le demi-père l'envoie achever son éducation aux enfants de troupe, afin de réaliser ses ambitions.

Mais quand une mère écrasée sous le poids de la fatalité vous lègue son « goût des larmes et de la désolation », on est mal parti pour devenir soldat ! C'est de ce séjour aux enfants de troupes, qu'Yves Gibeau a tiré le roman qui l'a rendu célèbre, *Allons z'enfants* ! (1). Parvenu à la fin de son engagement forcé dans l'armée, le narrateur choisit les chemins de la liberté : c'est alors la répudiation de la fiancée choisie par l'adjudant demi-

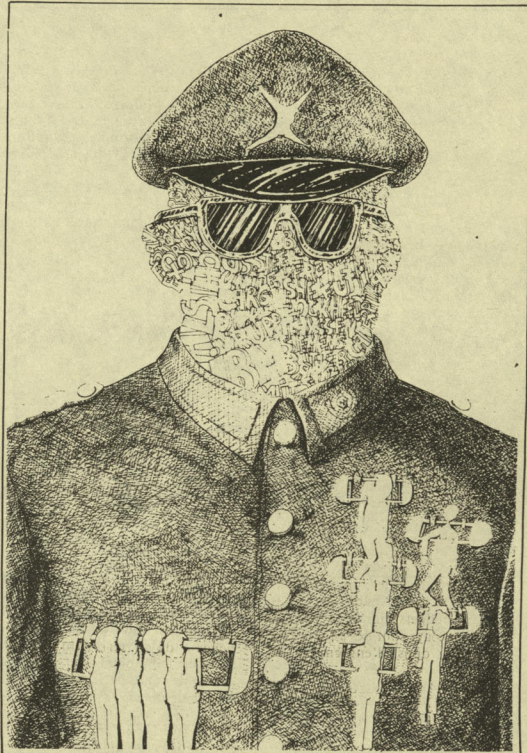
père, le mariage éphémère avec une serveuse de bistrot, la captivité en Allemagne, l'amour d'une chanteuse de cabaret sous les bombardements du port de Marseille, les petits boulots au noir... De son métier de journaliste et d'écrivain par contre, le narrateur ne souffle mot. Car, en fait, l'histoire ne constitue pas l'essentiel de ce roman.

Sa force, il la tire bien plutôt de la peinture que fait l'auteur de la médiocrité ordinaire des êtres humains. Peinture tantôt impressionniste, lorsqu'il décrit la mesquinerie et la faiblesse des petites gens, écrasés d'ignorance et qui n'ont que les rêves et les apparences pour échapper à la fatalité ; peinture au couteau lorsqu'il stigmatise la connerie militariste et patriotarde de ceux que Cabu appelle les « beaufs », qui ne parlent que de tuer du boche et se portent volontaires au STO quand il s'agit de se remplir l'estomac ! Yves Gibeau est antimilitariste, pas par dilettantisme, il sait réellement pourquoi ! On sent bien que toute la vie de l'auteur (pardon du narrateur !) a été une lutte constante contre la facilité du conformisme et le confort de la médiocrité.

## La vieillesse et la mort

Et c'est parce qu'il s'aperçoit que trois quarts de siècle après, rien n'a vraiment changé dans la France profonde, qu'il est toujours aussi incompris, et aussi parce qu'il ne veut pas terminer comme « les vieux du pays, qui s'en foutaient bien de baguenauder en charentaises, le tricot farci de bavures » que le narrateur choisit de mettre fin à ses jours. Le suicide rate... Les dernières pages sont parmi les plus lucides et les plus poignantes que j'ai pu lire sur la vieillesse et la mort.

Un mot encore à propos du style, pas toujours très facile : la plume est certes alerte, mais les phrases se tordent, les mots s'entrechoquent pour donner une atmosphère très



noire. L'humour est, lui aussi, très présent dans ce roman, tantôt tendre, plus souvent grinçant, pour ne pas dire glacé. L'écriture d'Yves Gibeau est à cet égard un cas de celle d'un académicien décaï : ce que le narrateur dit quelque part à propos du choix de son lieu de retraite vaut aussi pour cette œuvre d'Yves Gibeau : on ne doit pas voir là « de la nostalgie d'un ancien combattant. Je serais blessé à mort. Pour de vrai cette fois ! »

Il y a dans cette œuvre bien trop de sincérité pour qu'elle ne soit qu'une autobiographie, bien trop de vécu pour qu'elle ne soit qu'un roman. Alors : autobiographie ou roman ? Peu importe ! Il s'agit là d'un livre à dévorer sur place... Pour ne pas mourir idiot.

P. P.

(1) Yves Gibeau, *Mourir idiot*, éd. Calmann-Lévy, en vente à la librairie du Monde libertaire (98 F).

## NOTE DE LECTURE

## La révolte !

LA lutte des instituteurs, en décembre 1987 contre le décret Monory relatif aux maîtres-directeurs est avec celles des étudiants et des cheminots l'une des plus « significatives » de ces dernières années.

Revendications qualitatives, volonté unitaire certaine, méfiance non moins certaine à l'encontre des bureaucraties syndicales et politiques, mise en œuvre de formes organisationnelles démocratiques, etc., toutes ces luttes témoignent en effet d'une mutation en profondeur dans le paysage social.

Oh, bien sûr, ici et là, il est possible d'y déceler un brin de corporatisme, deux pincées d'illusions démocratiques ou trois onces d'apolitisme ramplanplan. Mais là n'est pas l'essentiel !

L'essentiel, c'est assurément l'appétit d'auto-organisation et l'obsession de l'autonomie qui se sont faits jour chez les étudiants, les cheminots et les instits. Là se situe la caractéristique fondamentale de toutes ces luttes, et c'est peu dire qu'elle est riche de potentialités qui ne sont pas pour nous déplaire.

Bien évidemment, de là à rigir de plaisir ou à s'imaginer que désormais le jour est proche où l'on pourra pendre le dernier capitaliste avec les tripes du dernier bureaucrate, il y a encore de la

marge. Mais, mais... que ce genre de petits perce-neige prolifèrent et continuent à tarauder le grand manteau blanc de l'hiver syndical...

La présente brochure, écrite par des acteurs de la lutte des instituteurs, contient tout cela en filigrane des analyses qu'elle nous livre. Par-delà le matériau brut de l'information, et la problématique stricto-sensu des instituteurs et de l'école, elle exhale un parfum qui était devenu rare : celui de l'espoir.

On l'aura donc compris, cette brochure est à lire. Pour rajouter quelques balles dum-dum à la cartouche de notre révolte. Pour y puiser de quoi foutre sur la gueule de notre nouveau ministre, car il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre qu'il va sûrement ressembler étrangement à l'ancien. Et pour s'emparer du cœur d'un espoir qui est en train de naître dans les soutes de la galère consensus.

Après tout, des maîtres-camarades à « ni Dieu ni maître », ce n'est quand même pas la traversée de l'Atlantique à la nage !

Jean-Marc RAYNAUD

(1) En vente 60 F à EDMF, 8, impasse Crozatier, 75012 Paris, ou chez Bernard Brillant, 9, cité Riverin, 75010 Paris.

## Marie, faiseuse d'ange

« Une affaire de femme » est indéniablement un film atroce. Et néanmoins excellent. En interprétant le rôle d'une avorteuse guillotinée sous Pétain, Isabelle Huppert démontre qu'elle est, plus que jamais, une actrice hors pair. Et Chabrol décrit avec minutie une histoire sordide dans une époque pourrie.

Année 1941, les temps sont durs pour tous, et en particulier pour les femmes de prisonniers, toutes seules pour tenter de nourrir leurs enfants malgré la pénurie. C'est dans ce contexte que Marie, une jeune femme du peuple, pratique son premier avortement, par simple solidarité féminine.

Marie n'est pas pour autant une héroïne de la cause féministe. Les occasions se multipliant, elle devient vite une petite commerçante de l'avortement clandestin, passablement cupide, voire cynique. Une sourde rancune contre la gente masculine l'incite à humilier son fils et surtout son mari qui, poussé à bout, la dénoncera à la police.

Chabrol a délibérément refusé de faire de son film un réquisitoire contre la peine de mort, ou un plaidoyer pour les femmes de cette époque, pas si lointaine, où les enfants constituaient souvent une terrible fatalité. Il se contente d'évoquer le calvaire de celles qui n'avaient d'autre recours que les tringles à rideaux, les queues de persil ou autres aiguilles à tricoter pour éviter d'avoir cinq, six, sept enfants à élever dans la misère. De même, il se contente de rendre compte du choix que firent, effectivement, les magistrats pétainistes de 1943 : condamner à mort une jeune femme mère de deux enfants, pour l'exemple. Certes, des centaines de femmes, dans toute la France, pratiquaient des avortements clandestins dans des conditions bien pires. Mais l'heure était à la famille, et plus précisément aux enfants qu'il fallait donner à la patrie... Et le choix des juges fut certainement plus ignoble que celui de Marie, clamant, dans sa prison : « Ce n'est pas difficile, quand on est riche de ne pas faire de saloperies ! ». Lorsque le film s'achève — sur fond de guillotine —, le mot « morale » laisse pour le moins un goût amer.

Pascale CHOISY

## Festival chanson 88

Un festival de la chanson française... et c'est même pas à Bourges. Dix jours de festival avec des grandes voix de la chanson. Alain Leprest, Romain Didier, Louis Capart, Alain Aurenche... Juliette Gréco, aussi... et deux hommages à Brel et à Piaf. Le détour est à faire...

J'oubliais de vous le dire... Ça se passe à Sarrebruck, en Allemagne, du 19 au 29 octobre.

P. D.

Contacts : Pierre Ségué (tél. : 19.49.681/50.34.98).

## Sélection de programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 20 octobre

« Les Fruits de la passion » (19 h 30 à 20 h 30) : avec comme invitée Francesca Solleville.

« Les courants d'arts » (20 h 30 à 22 h 30) : avec comme invitée l'Association « Le génie de la Bastille » (Sergio Castoldi, peintre ; Catherine Willis, plasticienne ; Jean Attali, graveur).

Vendredi 21 octobre

« L'invité du vendredi » (19 h à 21 h) : avec la Ligue des droits de l'homme (R. Rouquette et A. Sarapon : le point sur les problèmes d'Amérique centrale).

Samedi 22 octobre

« Le père Peinard » (10 h 30 à 11 h 30) : avec comme invité Yves Gibeau, à propos de son roman « Mourir idiot ».

« Blues en liberté » (22 h 30 à 24 h) : Chicago aujourd'hui.

Dimanche 23 octobre

« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : le Festival de Neuilly-sur-Marne du 5 novembre 1988.

« BD DA et Cie » (20 h à 21 h 30) : invité Marie-Jac vétéran des années 50.

Mardi 25 octobre

« Honky-Tonk » (22 h 30 à 3 h) : Joël Einhorn présente le Festival de jazz de Rennes.

Mercredi 26 octobre

« Sens interdit » (17 h 15 à 18 h 30) : la chirurgie cardio-vasculaire avec le docteur Leconte (peut-on greffer un cœur à celui qui n'en a pas ?).

FMI

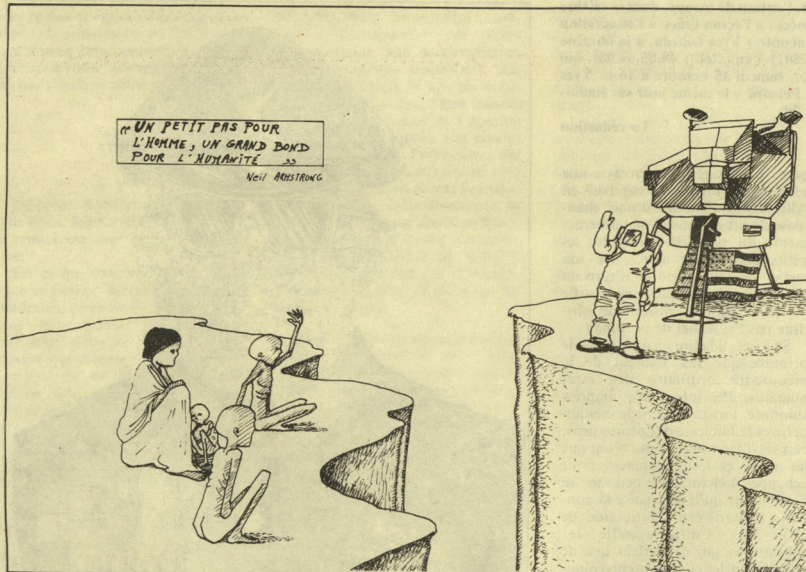
## Une matraque nommée FMI

La réunion du 25 septembre, à Berlin, a encore accouché d'une souris. Un peu partout pourtant, on présente la résolution adoptée, sous la pression de la France, comme un nouveau remède miracle à l'endettement du tiers monde, après l'échec du plan Baker. Ne nous y fions pas, l'horizon s'annonce sanglant. Et, en réalité, les bourreaux en attaché-cases du Fonds monétaire international n'en continuent pas moins, très systématiquement, le pillage néo-colonial d'un Sud de plus en plus écartelé.

### Le tiers monde écartelé

La dette du tiers monde, qui atteint aujourd'hui 1 200 milliards de dollars, n'a jamais été aussi élevée. Elle empêche toujours plus massivement tout développement des continents africains et latino-américains. Mais cela fait le bonheur des banquiers occidentaux. Rappelons tout de même que dès 1986, les banques privées reçoivent des pays du Sud plus qu'elles ne lui prêtent. En 1986, c'est ainsi quelques 5,4 milliards de dollars qu'elles ont perçus de la sorte. Cela relève d'une arnaque impitoyable, qui implique pour certains pays en voie de développement une misère toujours croissante. D'autant que la quasi-totalité d'entre eux se trouve pris en tenaille entre la hausse des prix des produits industriels importés (+ 17% en 1986) et la baisse de leurs recettes tirées de la vente des matières premières (- 26% en moyenne). Il est vrai que « les cours du caoutchouc sont élastiques », comme le remarquait ironiquement, mais si justement, Plantu.

Les variations brutales des prix sur les marchés internationaux des matières premières, seules ressources du Sud, contribuent régulièrement à les ruiner ou à amputer leurs programmes de développement. Ne citons que quelques exemples : l'Algérie, le Nigeria, le Cameroun, furent très durement éprouvés par



les baisses récentes du prix du pétrole. Les niveaux de vie des Tchadiens et des Maliens, pourtant parmi les plus bas du monde, se sont encore détériorés en 1987 avec la chute du prix du coton, leur unique production. La diminution de la demande mondiale d'uranium et la baisse de ses prix a placé l'an dernier le Niger au bord du gouffre : par rapport à 1980, on a assisté sur ce marché à une division par trois de ses revenus. Au Zaïre, les soubresauts des prix mondiaux du café (70% de ses recettes d'exportation des produits de culture) ont fortement accru les raisons d'un marasme économique dramatique.

Face à ce tiers monde écartelé, les pays capitalistes industrialisés semblent désormais se porter de mieux

en mieux. Leur produit intérieur brut (PIB) progresse actuellement à un rythme annuel de près de 4%, du jamais vu depuis le second choc pétrolier, alors même que l'accroissement de celui du Sud démultiplie relativement.

### Les bourreaux en attaché-cases du FMI

Dans ce contexte, le Fonds monétaire international est devenu le « médiateur » entre pays endettés et écartelés du Sud et Etats capitalistes du Nord. Soyons clair, il joue en réalité le rôle le gendarme de l'ordre capitaliste, en imposant au tiers monde une austerité toujours croissante. Car les « politiques d'ajustement » du FMI s'articulent

finalement toujours autour des mêmes mesures.

Pour permettre aux PVD (1) de rembourser leurs dettes aux banques ou Etats capitalistes, le FMI les oblige à restreindre leur demande intérieure (la consommation populaire), afin d'empêcher les importations massives qui coûtent cher. D'où l'imposition de mesures classiques consistant à bloquer les salaires (alors que la hausse des prix va galopante), à diminuer les dépenses publiques pour l'aménagement du territoire, à supprimer les subventions aux produits de base...

Bien sûr, les politiques du FMI se traduisent aussi par une « libération des prix » (alors, à chaque fois, les prix des produits alimentaires de base s'envolent), et par l'assouplissement des lois restrictives sur les transferts des profits et des investissements étrangers. En clair, cela signifie que les multinationales occidentales disposent d'encre plus de facilités pour pénétrer le tissu économique des pays du Sud.

Dernier atout de la panoplie de mesures du FMI : on impose aux PVD, en rupture de paiement de leurs dettes, de profondes dévaluations pour faciliter leurs exportations. Dans les faits, cela veut dire évidemment que le pouvoir d'achat des populations locales se réduit, puisque le prix des produits de base importés s'élève automatiquement. On sait sur quels désastres débouchent à chaque fois les plans du FMI. C'est bien « en serrant la ceinture » des couches démunies de leurs populations que les PVD endettés réduisent leur déficit extérieur. Les émeutes de la faim au Maroc, en Tunisie, en Egypte ou encore l'an passé en Zambie, sont la contrepartie des « ajustements » du FMI dont les plus pauvres sont systématiquement les victimes directes.

De 1980 à 1986, dans les PVD endettés « à problèmes », et suite aux agissements du Fonds monétaire international, le produit par habitant a diminué de 7%. Citons une fois de plus, quelques cas édifiants. Deux ans après le plan de 1982 imposé par le FMI au Mexique, un ouvrier qui dépensait à cette date 46% de son salaire pour se procurer des produits de base doit y consacrer 70% en 1984. En 1987, cette même institution internationale « conseille » au Gabon une politique qui réduit d'environ 25% les revenus des fonctionnaires. Elle oblige le Nigeria à la suppression des subventions étatiques et force le Zaïre à 2 millions de dollars de coupes dans les budgets sociaux, et à

laisser à l'abandon tous les équipements collectifs. En Tunisie, fidèle aux injonctions du FMI, l'Etat continue à bloquer les salaires depuis 1983, en dépit d'une hausse annuelle du coût de la vie estimée à environ 15%. Et d'ailleurs, dans l'ensemble des pays latino-américains soumis à la succession des plans de rigueur du FMI, le niveau de vie de la population était en 1986 inférieur à celui de 1980. En moyenne régionale, le produit intérieur brut par habitant est ainsi retombé de 2 280 dollars en 1980 à 2 151 dollars six ans plus tard. Cette dégradation des niveaux de vie coïncide avec une aggravation du chômage, une détérioration des budgets sociaux (de santé notamment, et par exemple dans la zone de Sao Paulo, sur 6 ans, la mortalité infantile s'est considérablement accrue).

Comment considérer, dans cette conjoncture, la résolution de Berlin des sept grands pays capitalistes industrialisés acquise en marge de l'assemblée du FMI ? Il s'agit de réduire d'un tiers la dette des pays pauvres les plus déshérités, par annulation de leurs remboursements, ou par diminution des intérêts payés (solution retenue par les Anglais et les Allemands), ou bien encore par allongement des délais de paiement (formule choisie par les Américains).

A y regarder d'un peu près, on comprend immédiatement qu'il s'agit d'une fausse bonne nouvelle. Tout simplement car ces décisions visent à désamorcer, en donnant l'image de la bonne volonté occidentale, le mouvement de résistance au FMI que certains pays du Sud tentent de constituer. D'autre part, cette série de mesures cherche à repousser encore la faillite totale des PVD débiteurs auprès des banques occidentales. La résolution de Berlin permet ainsi de maintenir les apparences d'un fonctionnement ordonné de l'endettement du tiers monde, en ôtant la goutte d'eau qui aurait fait débordé le vase, et en obligeant le Sud à « honorer » ses autres dettes. L'objectif reste de préserver la domination des banques capitalistes, car les créances actuellement irrécouvrables des PVD sont si élevées que les refus de paiement déclarés ruinerait immédiatement les banques prêteuses.

On s'aperçoit donc combien la « générosité » occidentale mise en scène à Berlin demeure avant tout intéressée. Ajoutons à cela que si les Etats-Unis se sont montrés aussi généreux, c'est à la fois pour maintenir leur domination sur les marchés latino-américains et contrecarrer la pénétration japonaise, qui commence à les concurrencer très sérieusement. La résolution de Berlin est un faux-semblant qui, dans la réalité, aidera à consolider le pillage financier de l'ensemble du Sud.

Face à de telles dupes, répétons encore que seule l'annulation pure et simple de la dette du tiers monde (ou, au minimum, des intérêts de la dette comme la réclame les anarchistes chiliens) peut permettre son développement. Répétons enfin que celui-ci doit se construire de manière autocentrée (autonomie, approvisionnement et autogestion des marchés locaux) et équilibrée (autosatisfaction des besoins locaux et préservation écologique avant tout). Un tel développement ne peut se bâtir que contre l'ordre capitaliste. Nous ne cessons de soutenir, très concrètement, toutes les initiatives allant véritablement en ce sens.

Willy PELLETIER  
(Gr. Benoît-Brouchoux de Lille)

(1) PVD : pays en voie de développement.

### BERLIN

## Première synthèse

« **R**EALLY a nice city, Berlin », « Wonderful ». Les banquiers qui se sont rencontrés fin septembre à Berlin pour le congrès international du FMI et de la BIRD (voir le *Monde libertaire* du 24 mars 1988 : « Le congrès du FMI se prépare ») étaient tous unanimes ; surtout après le grand dîner d'adieu que leur avait préparé le maire de Berlin, Herr Diepken, en présence de Helmut Kohl en personne.

Le *Bal des vampires*, comme ces centaines de milliers de manifestants dans la rue (du jamais vu, même à Berlin) appelaient ce congrès, est fini. Les 10 000 vampires sont repartis discrètement dans leurs « jets ». Les manifestants venus de toute la RFA, ainsi que de toutes les parties pauvres du monde, sont rentrés égarés par des moyens, il est vrai, plus modestes.

Le « Tribunal du peuple » a prononcé son verdict sur le FMI et le BIRD, en l'absence des accusés il est vrai ! Les 3 000 flics que l'on a fait venir des sept « Landers » fédéraux, afin de soutenir leurs 6 000 collègues berlinois dans leur lourde tâche, sont aussi rentrés dans leurs foyers. Ils devaient en principe raisonner les irraisonnables, participer à plus de 500 arrestations, contrôler, fouiller les passants, les arrivants à Bahnhof Zoo, à l'aéroport de Tegel, bloquer la circulation au Kurfürstendamm et à Kreuzberg, forts de l'article 111

du code pénal tiré de l'arsenal antiterroriste, et de défendre comme un sanctuaire le Centre international du congrès (ICC), zone interdite pour les citoyens profanes.

Restent d'abord quelques points d'interrogation, comme celui sur l'attentat avorté et un peu étrange contre Hans Tietmeyer, secrétaire d'Etat au ministère des Finances, qui fut déclaré par Kurt Rebmann, procureur général de la République fédérale (Bundestaatsanwalt) comme œuvre de la RAF... ce qui tomba décidément très bien.

Et reste à Berlin, peut-être, comme cela arrive après une fête extraordinaire, aussi la gueule de bois. Les Berlinoises ont retrouvé leur calme relatif, les pauvres meurent toujours de la pauvreté, les banquiers continuent leur travail sérieux. Il sera donc temps de reprendre notre souffle et de faire une première analyse des résultats concrets.

Côté FMI, c'est simple. Calmement, ils ont expliqué que les contre-manifestations n'ont eu « aucune influence » sur les décisions prises. En résumé, il n'est pas question d'une suppression des dettes du tiers monde. Dans leurs déclarations, ils restent vagues ; exemple type, celle de Barber Conable, leur chef, sur la future protection des forêts tropicales : ce sera « une grande priorité », mais on ne pourra « pas pro-

mettre qu'aucun arbre ne sera abattu... ».

Côté rue, des questions de conscience se posent. Sans vouloir minimiser le poids et les dimensions des actions en disant, avec pessimisme, que ce n'était qu'un spectacle policier — le folklore berlinois un peu plus grandiose que d'habitude — on se retrouve, plus que jamais, devant ce mélange de puissance d'argumentation et d'impuissance face aux faits concrets.

Il reste également quelques observations à faire sur l'écho relativement faible dans la presse internationale, malgré les applaudissements rigolards du *Canard enchaîné* et le grand « Bravo Berlin ! » dans le *Monde*. A la télévision française, bien sûr, c'était le black-out, en faveur du « bal des dopés », à Séoul !

Doit-on alors douter, une fois de plus, de l'efficacité de la « pression de la rue » ? Ou lancer le slogan : « Il nous faut deux à trois cents Berlin » ? Peut-être à l'occasion de la prochaine rencontre des « sept grands du monde » à Paris ? Une chose est pourtant certaine : le FMI et la BIRD, jusqu'à maintenant inconnus et dans l'ombre pour beaucoup, sont, depuis cette semaine berlinoise, devenus des ennemis concrets.

DAGMAR